

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE
ET LE DÉVELOPPEMENT

CNUCED

RAPPORT ANNUEL 2006

La CNUCED joue un rôle important avec la formation de consensus sur les questions relatives au développement et l'appui qu'elle apporte à l'élaboration d'options stratégiques visant à tirer parti des nouvelles réalités, tout en aidant les pays en développement et les pays en transition à relever les défis de la mondialisation.

*États membres de la CNUCED lors de l'examen à mi-parcours
de la mise en œuvre du Consensus de São Paulo (2006)*

UNCTAD/DOM/2007/1

La CNUCED en 2006 en quelques chiffres

43	Années passées à promouvoir l'intégration, avec le souci de leur développement, des pays en développement dans l'économie mondiale
3	Grands domaines d'action: formation de consensus, recherche et analyse, coopération technique
5	Grands programmes de travail: mondialisation et stratégies de développement; investissement, technologie et développement des entreprises; commerce international des biens et services, et produits de base; infrastructure des services pour le développement et efficacité commerciale; Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux
Douzième	Session de la Conférence, qui se tiendra à Accra, au Ghana, en avril 2008. L'actuel programme de travail de la CNUCED a été établi à la onzième session de la Conférence en 2004
192	États membres
402	Fonctionnaires dévoués, avec des administrateurs originaires de 68 pays
56 millions de dollars	Constituant le budget ordinaire total pour 2006, financé sur le budget ordinaire de l'ONU
29 millions de dollars	De contributions volontaires pour les activités opérationnelles, dont 9,1 millions de dollars versés par des pays en développement et des pays en transition
280	Projets de coopération technique actuellement exécutés dans plus de 100 pays
6 000	Coupures de presse consacrées à la CNUCED dans les médias internationaux
363 565	Téléchargements des principales publications de la CNUCED, à partir du site Web
3 551 998	Visiteurs comptabilisés sur le site Web de la CNUCED en 2006. Pour en savoir plus sur la CNUCED: www.unctad.org

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
La CNUCED en 2006 en quelques chiffres.....	3
Message du Secrétaire général de la CNUCED	5
Première partie	
Aider les pays à tirer profit du commerce mondial... ..	7
Promouvoir la croissance économique et des investissements contribuant au développement... ..	10
S'attaquer aux difficultés des pauvres et des défavorisés.....	13
Aider les pays à moderniser leur économie... ..	17
Examiner les questions critiques de commerce et de développement.....	21
Deuxième partie	
Annexe A. Publications de la CNUCED en 2006.....	28
Annexe B. Réunions intergouvernementales de la CNUCED en 2006.....	34
Annexe C. Ateliers et séminaires de la CNUCED en 2006.....	37
Annexe D. Appui du renforcement des capacités en 2006	49
Annexe E. Sélection de programmes de coopération technique de la CNUCED; par région	50
Annexe F. Objectifs, réalisations escomptées et indicateurs de succès pour l'exercice biennal 2006-2007	51
Annexe G. Secrétariat de la CNUCED	59

Message du Secrétaire général de la CNUCED

La mission initiale de la CNUCED – promouvoir le développement à travers le commerce – a gardé toute sa valeur en 2006, les pays en développement continuant d’être confrontés aux incidences contrastées de l’interdépendance économique mondiale.

Notre activité en 2006 a largement consisté à répondre à ces préoccupations et à d’autres qui sont au cœur du développement. Les travaux de recherche et d’analyse de la CNUCED restent à la pointe de la réflexion sur le développement économique et jettent un éclairage nouveau sur les questions et les problèmes. Quelles politiques contribuent, et quelles politiques ne contribuent pas, au développement? Pourquoi certaines politiques donnent des résultats dans certains pays, mais pas dans d’autres? Quelle ligne d’action conviendrait-il d’envisager? La CNUCED a ainsi mis en avant la nécessité de concentrer les politiques nationales et internationales sur le renforcement des capacités productives dans les pays les moins avancés en vue de réduire la pauvreté. Nous avons étudié la façon dont les pays en développement peuvent tirer parti des nouvelles tendances de l’investissement international. Et nous avons proposé une nouvelle approche pour une exploitation plus efficace des flux d’aide vers l’Afrique.

Dans les réunions intergouvernementales organisées l’an dernier, nos 192 États membres ont exploré diverses options stratégiques, réalisé des examens collégiaux et échangé des expériences en matière de législation nationale sur la concurrence et l’investissement, entre autres questions relevant de notre mandat axées sur leurs préoccupations courantes. Les États membres de la CNUCED ont passé en revue les activités que nous avons menées depuis la onzième session de la Conférence, tenue à São Paulo en 2004. Ils ont insisté sur le rôle de la recherche et de l’analyse en tant que clef de voûte de notre activité, et en ont souligné l’importance pour la formation de consensus sur les grandes questions liées au développement.

Enfin, les 150 ateliers et séminaires que nous avons organisés dans le monde entier l’an dernier dans le cadre de nos activités de coopération technique ont contribué à faire passer quelques-uns des messages essentiels de la CNUCED dans les politiques nationales. Nous avons assuré la formation de responsables gouvernementaux et de décideurs dans un large éventail de domaines, dont la promotion de l’investissement, les négociations commerciales, l’appui à la production de biocarburants, la facilitation des opérations douanières et la contribution au développement du commerce électronique et des TIC. Toutes ces activités visent à dynamiser la capacité des pays en développement de s’intégrer dans les marchés mondiaux – puis de faire de cette intégration un atout.

D’ici à la douzième session de la Conférence, qui se tiendra à Accra, au Ghana, en avril 2008, j’entends veiller à ce que l’organisation poursuive sa mission initiale tout en restant en phase avec l’évolution des besoins des pays en développement. Nous avons déjà commencé d’améliorer la coordination de notre assistance technique, de moderniser notre stratégie de communication et de renforcer nos activités concernant la science, la technologie et l’innovation, ainsi que la coopération Sud-Sud.

La CNUCED s'efforcera de rester à l'avant-garde des efforts internationaux déployés pour relever les défis et tirer parti de la mondialisation, en veillant à ce que le commerce, l'investissement et la technologie soient utilisés pour le plus grand bien commun. Pour cela, nous souhaitons vivement bénéficier de l'assistance et des commentaires et observations de tous ceux qui partagent notre activité.

Le Secrétaire général de la CNUCED,
(*Signé*) Supachai **Panitchpakdi**

Première partie

Aider les pays à tirer profit du commerce mondial...

En 2003, le Cambodge, à sa grande satisfaction, a été le premier des pays les moins avancés à devenir membre de l'OMC. Mais l'accession à l'OMC n'est qu'un début.

Le Cambodge s'est vite aperçu qu'appliquer les accords qu'il avait signés nécessitait davantage de compétences techniques et d'expérience qu'il n'en possédait. La législation nationale n'était pas adaptée aux exigences des engagements souscrits et le Gouvernement cambodgien, que la CNUCED avait déjà aidé à maîtriser les règles et les procédures complexes de l'accession à l'OMC, a de nouveau demandé conseil à la CNUCED sur ce qu'il devait faire pour traduire ses engagements en mesures concrètes.

Pour apprendre à maîtriser le processus complexe de notification à l'OMC des efforts déployés pour honorer ses engagements et comprendre leurs incidences sur son développement, le Cambodge s'est appuyé sur l'analyse par la CNUCED des accords et des règles de l'OMC. Cela l'a aidé non seulement à organiser sa communication avec l'OMC, mais aussi à se doter de lignes directrices à suivre dans ses efforts continus de mise en œuvre des engagements. Le pays a acquis une idée plus précise de ce qu'il devait faire pour honorer ses promesses, tout en comprenant mieux les incidences de ces promesses sur ses politiques commerciales et ses politiques d'investissement et sur son développement en général. En outre, les responsables gouvernementaux ont appris à utiliser les travaux de recherche et d'analyse de la CNUCED sur les questions concernant l'OMC et à en adapter les enseignements au cas particulier du Cambodge.

Il était aussi important que les responsables gouvernementaux cambodgiens comprennent bien la nature des activités consécutives à l'accession du pays à l'OMC et puissent concevoir les processus et les procédures nécessaires à la poursuite de leurs efforts. Les avantages que procure le fait d'être membre de l'OMC ne sont pas automatiques et exigent une adaptation continue des politiques nationales, témoignant de l'évolution des conditions économiques et sociales. Les principaux domaines de travail à l'OMC – commerce des services, commerce des marchandises, droits de propriété intellectuelle et commerce des produits agricoles – posent des problèmes complexes qui sont difficiles à traiter sans assistance, en particulier pour des pays dont les ressources financières et l'expérience sont limitées.

L'assistance de la CNUCED au Cambodge a été conçue pour donner au Gouvernement cambodgien les moyens de conduire ses relations avec l'OMC de façon indépendante après une période de temps raisonnablement courte.

Le Cambodge n'est que l'un des 27 pays qui ont bénéficié d'une assistance de la CNUCED pour devenir membres de l'OMC. Un nombre plus grand encore de pays continuent de profiter des analyses et des programmes de renforcement des capacités de la CNUCED pour leur participation aux négociations commerciales conduites aux niveaux multilatéral, régional ou bilatéral. La CNUCED propose ses bases de données et ses outils pour l'analyse du commerce, réalise des évaluations sectorielles, par exemple sur les services et les biocarburants, et aide les pays à satisfaire aux prescriptions environnementales et sanitaires.

Au niveau analytique, elle examine l'environnement économique mondial qui permettrait aux pays en développement de tirer profit du commerce en poursuivant leurs propres stratégies de développement. La livraison de 2006 de son rapport phare, le *Rapport sur le commerce et le développement*, présentait une analyse détaillée du concept de marge d'action et des déséquilibres économiques mondiaux. Les recommandations du Rapport ont conduit à un consensus sur la nécessité de renforcer le Partenariat mondial pour le développement et de transformer les améliorations de l'environnement extérieur en un processus dynamique de croissance économique et d'ajustement structurel dans les pays en développement.

D'autres travaux de recherche sur le commerce réalisés en 2006 ont porté sur les moyens de garantir l'accès universel aux services essentiels et sur l'évolution récente dans le secteur de l'énergie et ses incidences sur les pays en développement. Ces questions ont constitué la base d'échanges intergouvernementaux avec des experts de ces domaines.

Les principaux résultats des efforts réalisés pour aider les pays à tirer profit du commerce mondial ont été les suivants:

- Le *Rapport 2006 sur le commerce et le développement* a fait l'objet de 242 articles de presse dans les pays développés et les pays en développement;
- Le commerce Sud-Sud a progressé d'environ 14,5 % par an. La CNUCED en a soutenu l'expansion en assurant le suivi de la Déclaration de Doha et du Plan d'action du Sommet du Sud, en fournissant une assistance aux secrétariats d'accords commerciaux régionaux, en analysant l'évolution du système commercial multilatéral d'un point de vue Sud-Sud et en apportant son appui au Système global de préférence commerciale entre pays en développement (SGPC);
- À ce jour, 27 pays ont reçu une assistance de la CNUCED pour leur accession à l'OMC ou dans la phase postérieure à cette accession, ce qui a valu à l'organisation d'être considérée, en 2006, par une équipe indépendante d'évaluateurs, comme une organisation «compétente, ciblée, actuelle, vouée au développement et très réactive à l'évolution des besoins et des priorités des pays bénéficiaires». Le programme correspondant a permis de créer un corps de négociateurs commerciaux et d'institutions capables de maîtriser et d'analyser les questions relatives à l'OMC et les réformes réglementaires correspondantes;
- En coopération avec le Secrétariat du Commonwealth, la CNUCED a aidé les pays en développement à participer efficacement au Groupe d'étude de l'OMC chargé de l'aide au commerce et à élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de ses recommandations;
- Cinquante-neuf hauts fonctionnaires, dont 31 femmes, de 36 pays ont pu améliorer leur capacité d'analyser les enjeux de la mondialisation pour le développement économique de leur pays et d'élaborer des politiques nationales appropriées dans les domaines liés au commerce et au développement à l'occasion de trois cours régionaux de formation sur les grands problèmes économiques internationaux;

- Le portail électronique Infocomm – utilisé dans le monde entier par des gouvernements et des entreprises, ainsi que par des universités et des chercheurs – contient désormais 40 descriptifs de produits de base, avec des informations sur tous les aspects des marchés de produits et des liens régulièrement mis à jour vers d'autres sites fournissant une information actualisée sur les prix. Le site Infocomm enregistre plus de 200 000 sessions par mois;
- Le Système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS) contient 163 volumes de tarifs douaniers, 56 volumes de mesures paratarifaires, 97 publications sur des mesures non tarifaires et 70 volumes de statistiques détaillées d'importations au niveau de la ligne tarifaire par origine. Le système WITS (World Integrated Trade Solution), conçu conjointement par la CNUCED et la Banque mondiale, permet aux utilisateurs d'avoir accès à ces données via Internet et a largement été utilisé en tant que source d'information dans de nombreuses publications relatives au commerce en 2006;
- Les institutions du système des Nations Unies et d'autres organisations compétentes se sont mobilisées pour concevoir une approche coordonnée et cohérente de la définition et de la classification des obstacles non tarifaires, ainsi que de la collecte de données correspondantes, en utilisant la base de données TRAINS de la CNUCED;
- L'Indicateur du commerce et du développement, dont les aspects conceptuels, techniques et analytiques sont sans cesse améliorés, permet d'appréhender les interactions complexes entre commerce et développement et aide ainsi les pays à mesurer leurs progrès en la matière et à déterminer les domaines où des réformes doivent être entreprises pour tirer pleinement parti d'un accroissement du commerce;
- En Afrique australe (Botswana, Malawi, Namibie, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe), l'initiative BioTrade et le Programme de facilitation du commerce biologique ont apporté un appui au programme PhytoTrade Africa pour la mise au point de produits issus de variétés et d'espèces originaires d'Afrique australe. Cela s'est accompagné d'activités de promotion de partenariats d'entreprises, ainsi que de stratégies de promotion commerciale et d'accès aux marchés pour des produits issus de la diversité biologique dont la commercialisation peut être une source de revenus pour les communautés rurales pauvres. À ce jour, PhytoTrade Africa a négocié des partenariats avec des entreprises d'Afrique du Sud et de France et est reconnu par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) comme un centre d'excellence pour les questions d'accès à la diversité biologique et de partage des avantages.

***Promouvoir la croissance économique et des investissements
contribuant au développement...***

Les accords d'investissement sont souvent des documents complexes, et l'expansion des flux d'investissement et la prolifération de ces accords entraînent une multiplication des différends entre investisseurs et États, les investisseurs s'appuyant sur les accords pour faire valoir leurs droits.

Un différend peut non seulement finir par coûter à un gouvernement des dizaines, voire des centaines de millions de dollars, mais aussi porter préjudice à la réputation d'un pays pour ce qui est de la sécurité des investissements.

Le Pérou a récemment conclu des accords de libre-échange avec le Canada et les États-Unis et a signé des accords bilatéraux d'investissement avec 30 pays au cours des quinze dernières années. Craignant de ne pas être suffisamment préparé pour régler d'éventuels différends avec des investisseurs, le Gouvernement péruvien a demandé son assistance à la CNUCED. Témoin du nombre croissant d'affaires intentées à l'encontre d'autres pays du continent tels que l'Argentine, il voulait prendre des mesures préventives.

L'une des premières choses que le Pérou a obtenu de la CNUCED a été une information actualisée grâce à l'accès aux bases de données de l'organisation sur les accords d'investissement, les antécédents de différends, les modalités d'arbitrage et les arbitres. Six ministères péruviens ont bénéficié d'une formation et ont acquis une meilleure compréhension de ces documents, de leurs incidences et de leur utilité dans les négociations. Cette formation s'est appuyée sur les recherches en cours de la CNUCED codifiées dans son *International Investment Agreement Monitor*.

Aspect tout aussi important, le Pérou a été sensibilisé à l'importance des différences culturelles et de la diversité des pratiques juridiques, avec leurs conséquences pour la communication et la compréhension mutuelle. Cela a favorisé une plus grande transparence dans les négociations sur les différends et une plus grande stabilité et prévisibilité des règles et des procédures que les parties auraient nécessairement à suivre. Le Gouvernement péruvien a ainsi acquis des connaissances qui lui sont utiles, à lui et aux investisseurs. Un cadre rationnel ne peut que profiter à tous.

Le Pérou dispose désormais d'un groupe de ministres formés, de sorte que n'importe quel différend en matière d'investissement puisse être réglé dans des conditions optimales, sans que quiconque soit techniquement désavantagé. Cela contribuera à trouver une issue équitable aux différends qui ne pourront manquer de surgir à mesure que les flux d'investissement continueront de croître et que davantage d'accords d'investissement seront signés.

Outre ses activités de formation au règlement des différends entre investisseurs et États, la CNUCED réalise des examens approfondis de la législation et de la réglementation des pays en matière d'investissements étrangers directs et formule des recommandations sur les améliorations à apporter. Elle fournit aussi des services consultatifs pour la promotion de l'investissement et propose des activités de renforcement des capacités pour la négociation des accords internationaux d'investissement. Elle soutient en outre le développement des entreprises

dans les pays en développement en contribuant au perfectionnement des compétences entrepreneuriales au niveau des entreprises.

Pour aider les pays en développement à renforcer leur capacité économique de relever les défis de la mondialisation, la CNUCED réalise des analyses et identifie les mesures qui contribuent à une croissance soutenue et à la réduction de la pauvreté, sur la base d'une accélération de l'accumulation de capital, en examinant en particulier les interactions entre les systèmes commercial et financier internationaux et les stratégies nationales de développement.

Elle est considérée comme une source faisant autorité d'analyse novatrice des tendances des flux mondiaux d'investissement et d'analyse des politiques correspondantes. La communauté internationale reconnaissant de plus en plus largement la nécessité de remédier aux contraintes pesant sur l'offre dans les pays en développement par un renforcement des capacités productives, la CNUCED a mené en 2006 des travaux de recherche sur la contribution que pouvait apporter à ce processus l'IED. Compte tenu de la demande croissante d'énergie, elle a aussi étudié les incidences sur le développement des investissements étrangers dans le secteur des ressources naturelles.

Principaux résultats obtenus dans la promotion d'investissements contribuant au développement:

- Le *World Investment Report 2006* a eu pour thème la hausse des investissements étrangers directs des sociétés transnationales de pays en développement et de pays en transition. Les 1 230 articles et entrevues consacrés à ce sujet par les médias internationaux témoignent de la pertinence des analyses de fond présentées dans le rapport.
- La Colombie, le Rwanda, le Maroc et la Zambie ont chacun fait l'objet d'un examen de leur politique d'investissement, ce qui a aidé les gouvernements de ces pays à élaborer des mesures pour intégrer l'IED dans leurs stratégies de développement du secteur privé et en optimiser les effets positifs. En particulier, l'examen de la politique d'investissement du Rwanda a abouti à des recommandations concrètes et réalistes, qui comprenaient une assistance technique de suivi intégrée dès le départ dans le cycle de projet.
- Un fonds pour le financement de la culture du jatropha et la production de biocombustibles à Accra (Ghana) a été créé en partenariat avec la Banque de la CEDEAO.
- La Chine et les Services consultatifs pour l'investissement et la formation de la CNUCED élaborent actuellement une stratégie pour la promotion des investissements dans le secteur du tourisme destinée aux provinces chinoises de la Route de la soie. Les Services consultatifs ont par ailleurs aidé le Pérou à mettre en œuvre une stratégie de ciblage des investisseurs et le Lesotho à rédiger une législation sur l'IED.

- En 2006, 53 fiches signalétiques de pays africains ont été révisées ou élaborées, et mises en ligne sur Internet. Elles fournissent aux investisseurs potentiels des données détaillées sur les pays concernant les entrées, les sorties et les stocks intérieurs et extérieurs d'IED, ainsi que des renseignements sur les activités des sociétés transnationales, sur les plus grandes sociétés transnationales présentes dans le pays ou originaires du pays, et sur la réglementation nationale des IED.
- Le Forum EMPRETEC Africa a été lancé pour revitaliser le programme EMPRETEC en Afrique. Le Zimbabwe, l'Éthiopie et l'Ouganda s'emploieront à déterminer les meilleurs moyens de mobiliser des ressources, d'établir une stratégie efficace de communication et de commercialisation, de consolider les programmes existants et de créer de nouveaux programmes nationaux en Afrique avec le soutien de la CNUCED.
- Le Conseil consultatif pour l'investissement CNUCED/CCI a convoqué le premier Forum de l'investissement sur la Route de la soie, auquel ont assisté quelque 500 participants, dont de hauts fonctionnaires gouvernementaux, des dirigeants de grandes entreprises régionales et internationales et des représentants d'institutions financières internationales. Des propositions concrètes ont été faites pour intensifier la coopération régionale en matière de promotion des investissements.
- Au Mali, des conseils ont été fournis à des responsables gouvernementaux pour l'amélioration de la gouvernance en matière de promotion de l'investissement, ainsi que pour la mise en place d'un système de réglementation en ligne.
- La Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, l'Ouganda et le Venezuela se sont dotés de programmes nationaux Biotrade, qui renforceront leur capacité institutionnelle d'élaborer un cadre directeur à l'appui du commerce et de l'investissement dans le secteur des ressources biologiques et fourniront une assistance technique à diverses initiatives de biocommerce.
- Le Comité de coordination de l'ANASE pour l'investissement a continué de faire appel aux conseils de la CNUCED pour l'internationalisation des entreprises locales dans la région de l'ANASE, afin d'accroître la compétitivité et les investissements intrarégionaux et de soutenir l'intégration régionale.
- Des responsables de la promotion de l'investissement de plus de 50 pays ont bénéficié de conseils spécifiques concernant les procédures d'investissement, le ciblage des investisseurs, les mesures de sensibilisation et les stratégies sectorielles de promotion de l'investissement à l'occasion d'ateliers organisés en partenariat avec l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement et l'Agence suédoise de développement international.

S'attaquer aux difficultés des pauvres et des défavorisés

Les agriculteurs en Inde, en particulier les petits producteurs, dépendent traditionnellement de négociants individuels ou d'acheteurs monopolistiques pour écouler leur production. Au moment des semis, un agriculteur n'a aucun moyen de savoir quel sera le prix de sa production au moment de la récolte, ou même s'il aura un acheteur.

Même après la récolte, il peut transporter sa production jusqu'au marché et constater seulement à ce moment-là que le prix proposé est inférieur à son coût de production.

La seule façon d'éviter cette incertitude était d'accepter un contrat à terme avec un négociant au prix fixé par celui-ci. Bien entendu, le négociant ne divulguait le plus souvent aussi peu d'informations que possible au producteur afin de maximiser ses propres gains. L'agriculteur n'avait aucun moyen de savoir si le prix qui lui était proposé était équitable. Il n'avait d'autre choix que d'investir argent et efforts, avec le risque de perdre beaucoup, ce qui n'était guère incitatif.

Le Gouvernement indien a cherché à créer un marché agricole plus efficace, en particulier en réformant les bourses indiennes de produits. La CNUCED a été la principale organisation à fournir une assistance sous la forme de conseils et d'activités de formation s'adressant à la fois au Gouvernement et au secteur privé, forte d'une expérience de décennies de recherche et d'analyse dans le secteur des produits de base. En 2002, le Gouvernement indien a modifié la législation pour permettre l'établissement d'une nouvelle forme de bourse de produits. Sur les conseils de la CNUCED, il a commencé de proposer des licences spéciales à des organisations qui acceptaient d'opérer au niveau national, d'utiliser des systèmes électroniques de négoce pour améliorer la transparence et d'appliquer des règles visant à réduire la corruption. Trois nouvelles bourses nationales multiproduits ont été créées.

Pour un agriculteur, cela signifie qu'il a accès depuis son village aux prix cotés au jour le jour sur n'importe lequel des plus de 7 500 marchés agricoles du pays. Grâce à un grand écran connecté à Internet installé sur les marchés, il peut voir les cours nationaux courants ainsi que les prix à terme, et peut ainsi décider si le prix proposé par les intermédiaires locaux est juste. Il a également accès à une information sur les normes de qualité fixées par les bourses nationales sur la base de la demande des utilisateurs finals. Il peut ainsi décider quoi semer en fonction d'une information actualisée et être sûr que sa production sera acceptable et acceptée par le marché.

En outre, si l'agriculteur livre sa production dans des conditions acceptables à un entrepôt certifié par une bourse de produits, il peut bénéficier de crédits à des taux favorables car la marchandise entreposée sert de garantie. Cela signifie qu'il n'est pas obligé de vendre sa production au moment de la récolte, lorsque les prix sont au plus bas, et qu'il peut couvrir ses dépenses courantes grâce au crédit. D'un point de vue social, la stabilité des prix est renforcée par ce mécanisme de vente différée.

En intégrant les contrats à terme et autres instruments de gestion des risques dans leurs opérations et en permettant aux investisseurs institutionnels d'apporter des fonds importants sur le marché, les nouvelles bourses réduisent les incertitudes à la fois pour les agriculteurs et pour les intermédiaires. La supervision assurée par un organisme gouvernemental garantit la stabilité du marché en protégeant les participants de manœuvres spéculatives déstabilisantes.

Les nouvelles bourses ont collaboré avec la CNUCED pour définir des règles et des procédures garantissant une protection effective contre les abus.

En 2006, ces bourses ont continué d'être florissantes et ont représenté des volumes de transactions quotidiennes se chiffrant en milliards de dollars. Directement présentes dans plus de 800 villes, elles ont aussi une présence indirecte dans des centaines d'autres agglomérations grâce à leurs réseaux de courtage. On estime qu'elles ont permis la création de plus de 300 000 nouveaux emplois et ont injecté de grandes quantités d'argent dans l'économie rurale, renforçant ainsi les capacités productives et améliorant le niveau de vie général de l'un des secteurs les plus pauvres du pays. Pour le petit agriculteur indien, la vie est désormais un peu moins une lutte pour la survie.

La CNUCED réalise diverses activités à l'appui des pays ayant des besoins particuliers. Elle soutient le Plan d'action adopté à Bruxelles en faveur des 50 PMA avec la rédaction d'un rapport annuel présentant les résultats de ses travaux de recherche, ainsi que par une assistance technique ciblée et des activités de coopération dans le contexte du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce. Reconnaisant les difficultés particulières de développement auxquelles sont confrontés les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, elle aide ces pays à trouver les moyens de surmonter leur handicap géographique, par exemple en préconisant l'adoption de mesures internationales d'appui et la négociation d'accords de transport en transit. Elle réalise également des travaux de recherche sur le développement de l'Afrique, qui ont concerné en 2006 les moyens d'utiliser de façon efficace les hausses promises de l'aide versée aux pays du continent.

La CNUCED réalise en outre des analyses économiques et fournit une assistance technique au peuple palestinien, par exemple à travers son programme SYDONIA. Outre des travaux de sensibilisation et d'analyse, elle aide les pays en développement, y compris les pays pauvres très endettés, à trouver des solutions durables à leurs problèmes d'endettement et elle apporte aussi son concours aux pays en développement dont l'économie est fortement tributaire des produits de base.

Principaux résultats obtenus pour alléger les difficultés auxquelles sont confrontés les pauvres et les défavorisés:

- *Le Rapport 2006 sur les pays les moins avancés* a contribué à l'examen global à mi-parcours du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés adopté à Bruxelles et a été cité dans 222 articles de presse, ainsi que dans divers médias radiodiffusés nationaux et internationaux;
- Le rapport intitulé *Le développement économique en Afrique – Doublement de l'aide: assurer la «grande poussée»*, publié en 2006, a fait l'objet de 85 articles de presse et de 13 entrevues à la télévision ou à la radio. Beaucoup d'articles ont relevé l'approche nouvelle proposée par la CNUCED de l'aide publique au développement, qui constitue une rupture par rapport à la conception actuelle;
- Un «Conseil palestinien des chargeurs» a été créé avec le soutien technique de la CNUCED et un financement de la Commission européenne. Ce conseil, qui compte plus de 200 membres du secteur privé, diffuse à ses membres une information

commerciale et s'attaque aux problèmes que ceux-ci lui signalent. Par exemple, il a obtenu des exploitants portuaires israéliens des jours supplémentaires d'entreposage gratuit pour les marchandises palestiniennes;

- Un projet d'accord de transport en transit est actuellement examiné par les Gouvernements de la Chine, de la Fédération de Russie et de la Mongolie. Cet accord, pour lequel la CNUCED a fourni un soutien organique et logistique, constitue une plate-forme pour un certain nombre de mesures pratiques qui amélioreront et faciliteront le transit de marchandises entre les trois pays;
- Vanuatu a été jugé remplir les conditions de préqualification à sa sortie du groupe des pays les moins avancés, et son gouvernement travaille en étroite collaboration avec la CNUCED à la mise au point d'une stratégie qui permettra à l'Organisation des Nations Unies de prendre une décision éclairée sur le reclassement de ce pays, qui devrait se réaliser en 2013;
- La CNUCED et Royal Philips Electronics Corp. étudient les possibilités de développer l'industrie électronique dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe, en particulier la production et la commercialisation d'ampoules à économie d'énergie;
- La maîtrise et l'appropriation par les pays bénéficiaires du Cadre intégré – programme d'assistance administré conjointement par le Centre du commerce international, l'OMC, la Banque mondiale, le FMI, le PNUD et la CNUCED – ont été renforcées par une préparation pratique aux études diagnostiques sur l'intégration du commerce à l'occasion d'ateliers nationaux au Niger et au Soudan;
- Les petits États insulaires en développement ont bénéficié d'une assistance axée sur le renforcement des capacités productives et sur l'initiative d'aide au commerce, qui se distingue de précédents efforts visant à assurer un traitement spécial à ces États. À cet égard, la CNUCED et des ONG partenaires ont identifié des groupes de population cibles pour leur expliquer les conséquences pour les petits États insulaires en développement de la mondialisation et promouvoir le renforcement des capacités productives;
- La République démocratique populaire lao a bénéficié de conseils pour l'établissement de la documentation de base sur le commerce des services nécessaire aux négociations en vue de son accession à l'OMC;
- Une étude approfondie de la CNUCED intitulée *Évolution récente de la dette extérieure* a constitué l'analyse sur laquelle s'est fondée l'Assemblée générale pour adopter une résolution dans laquelle elle a instamment demandé aux donateurs de veiller à ce que leurs engagements au titre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale et de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) s'ajoutent aux flux d'aide existants, et reposent sur une répartition équitable de la charge entre les donateurs;

- Grenade, Moldova, le Cameroun, l'Afghanistan, le Malawi et Haïti se sont dotés de stratégies de rééchelonnement de leur dette auprès du Club de Paris, dans le cadre des efforts déployés pour trouver une solution à long terme à leurs problèmes d'endettement;
- Le projet d'appui technique au Groupe intergouvernemental des vingt-quatre pour les questions monétaires internationales et le développement (G-24) a contribué à améliorer la compréhension par les décideurs des pays en développement de questions telles que la demande croissante en Asie de l'Est de produits primaires, le rôle du FMI dans la restructuration de la dette, les politiques du FMI pour la prévention des crises financières sur les marchés émergents, la gouvernance et les réformes en matière de lutte contre la corruption dans les pays en développement.

Aider les pays à moderniser leur économie...

Comment un pays en développement sans littoral peut-il profiter du commerce international si ses coûts de transport sont quatre fois plus élevés que la moyenne mondiale? C'était le problème auquel était confrontée la Zambie, amplifié par la forte hausse récente de la demande mondiale de cuivre, principal produit d'exportation du pays.

La réponse évidente était de construire une route à travers la Namibie pour donner au pays un accès à la mer. Cette route a été achevée en 2004 avec l'inauguration d'un pont sur le Zambèze – dernier maillon du couloir Trans-Caprivi qui relie l'intérieur de la Zambie à Walvis Bay. L'infrastructure physique était donc en place, mais différentes questions concernant la logistique, l'information, les contrôles douaniers et autres formalités à la frontière restaient à régler, ce pourquoi une coopération entre les deux pays était essentielle.

Le moment était venu pour la CNUCED d'intervenir et de proposer son aide, en nouant un partenariat avec le Groupe du Couloir de Walvis Bay, organisation mixte publique-privée, et en définissant un cadre de coopération entre les gouvernements, le secteur privé et autres acteurs économiques intéressés en vue de développer les capacités nécessaires à une exploitation optimale de la nouvelle infrastructure. Il s'agissait de renforcer les débouchés commerciaux en Zambie et en Namibie, sur la base non seulement des services nécessaires aux diverses activités de transport, mais aussi d'un accroissement des possibilités d'exportation tout au long de l'itinéraire, outre le développement du tourisme.

Un cadre de coopération a été mis en place avec la création de groupements d'entreprises et de groupements transfrontières, sur la base de partenariats public-privé, en vue de développer des systèmes d'information et de proposer une plate-forme d'échange d'informations et de connaissances commerciales, de règlement des divers problèmes opérationnels et de gestion des questions concernant le passage des frontières. Ce qui est extrêmement important est que ces groupements donnent aux divers participants le sentiment d'avoir des intérêts et des objectifs communs, et les aident à bien comprendre ce qui est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de cette infrastructure de transit. À cet égard, la CNUCED a servi de relais, en centralisant et en diffusant les connaissances locales et en servant de catalyseur aux discussions.

L'exploitation du Couloir a donné à ce jour des résultats tout à fait exceptionnels. Pour la seule Zambie, les quantités de marchandises exportées depuis l'ouverture du Couloir jusqu'à la fin de 2006 ont augmenté de 78 %, et les marchandises importées de 48 %, avec des effets bénéfiques correspondants pour la Namibie grâce aux services fournis pour les transports. La réduction des coûts et des délais de transit ont été des facteurs essentiels de cette hausse, mais la rationalisation des modalités de dédouanement aux frontières et l'information logistique rendue disponible par les nouveaux systèmes d'information mis au point par la CNUCED ont également joué un rôle important. Et parce que les groupements public-privé ont une vocation commerciale, ils peuvent devenir économiquement viables et offrir ainsi des perspectives de croissance encore plus grandes aux deux pays.

Les effets bénéfiques que les pays en développement pourront obtenir de leur intégration dans l'économie mondiale dépendront beaucoup des infrastructures physiques et d'infrastructures immatérielles telles que technologie et réglementation. Étant donné le rôle fondamental que les capacités scientifiques et technologiques peuvent jouer dans l'absorption du

transfert de technologie, la CNUCED conseille les pays sur les politiques à appliquer pour renforcer ces capacités au niveau local.

Concernant la réglementation, elle aide les pays à élaborer et à appliquer une législation moderne sur la concurrence et sur l'IED. Elle facilite également la rationalisation des prescriptions et des normes dans les accords de transport, ainsi que la supervision des activités dans le secteur des assurances, et encourage les entreprises des pays en développement à diffuser une information sur la gouvernance d'entreprise. Ce faisant, elle contribue à créer un environnement réglementaire propice à l'activité économique et produisant des «gains pour le développement».

Par ailleurs, la CNUCED utilise divers outils modernes pour améliorer l'infrastructure économique des pays en développement. Grâce à un programme d'automatisation douanière, qui est désormais installé dans plus de 90 pays, elle a pu sensiblement réduire les délais nécessaires au dédouanement des marchandises, délais qui dans un cas sont passés d'une moyenne de quinze jours à moins d'une journée. De même, grâce à un logiciel spécifique mis au point par la CNUCED, plus de 60 pays peuvent désormais gérer plus efficacement leur dette publique. La CNUCED a également aidé les pays à exploiter les TIC pour leur développement économique en promouvant des portails de tourisme électronique, qui permettent aux destinations touristiques de pays en développement de commercialiser directement leurs services auprès des consommateurs.

Principaux résultats obtenus concernant l'aide apportée aux pays pour la modernisation de leur économie:

- Le Programme de gestion de la dette (Programme SYGADE) a poursuivi sa progression en 2006 et concerne désormais directement une centaine d'institutions dans 66 pays. De nouveaux modules de formation visent à renforcer la capacité des pays clients en matière de statistiques de la dette, de validation de la dette, d'analyse du portefeuille de créances et d'analyse de la viabilité de l'endettement. Par exemple, 39 participants originaires de 11 pays ont participé à des ateliers en Ouganda et à Buenos Aires en vue de renforcer leurs capacités d'établir des statistiques actuelles, fiables et précises de la dette;
- Le système douanier automatisé (Programme SYDONIA, version SYDONIA++) a contribué à une hausse de 700 millions de dollars des recettes budgétaires en Afghanistan en l'espace de trois mois, après avoir été installé dans deux couloirs de transit;
- De nouveaux projets SYDONIA ont été annoncés aux Comores, en Érythrée, aux Seychelles et au Swaziland, et le système est entré en service en République centrafricaine, en Guinée et au Nigéria. Un centre technique SYDONIA pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est, financé par la Norvège, a été créé pour l'installation et la maintenance du système dans les pays de la région;
- Le bulletin trimestriel *Transport Newsletter* (Bulletin des transports) et une série d'études analytiques ont aidé les pays en développement à se préparer à l'application

des mesures de sécurité maritime en renforçant leurs connaissances et en les aidant à préparer les négociations sur les services de transport et de logistique;

- Un projet au Pakistan relatif à la facilitation du commerce et des transports, financé par la Banque mondiale, a permis de simplifier les procédures et la documentation, de mettre en place un document administratif unique, d'élaborer des propositions de modernisation de la réglementation des transports, et de rationaliser les dispositions financières et bancaires à cette fin;
- Le Cameroun est le premier pays où a été intégralement appliqué à un niveau local le système Infoshare, qui fournit aux petits producteurs une information utile et actualisée sur les marchés de produits de base;
- Des cours de formation aux TIC et au tourisme ont permis à quelque 70 décideurs, publics et privés, à Colombo (Sri Lanka), Toamasina (Madagascar) et Phnom Penh (Cambodge) de renforcer leurs capacités de commercialisation en ligne de la promotion du tourisme en les familiarisant à l'utilisation d'instruments permettant d'évaluer les perspectives et l'impact des TIC dans le secteur du tourisme;
- La République démocratique populaire lao, le Cambodge et Maurice ont progressé dans l'adoption d'une législation sur le commerce électronique, dont la date butoir a été fixée à 2008 dans le cadre de l'initiative e-ANASE, en coopération avec le programme TrainForTrade;
- Avec l'assistance de la CNUCED, Oman élabore actuellement une feuille de route pour la création d'un parc scientifique et technologique qui renforcera son infrastructure scientifique et technologique globale;
- Les compétences en matière d'assurance ont été renforcées grâce au développement d'une formation spécifique destinée aux pays de l'ANASE, et aux partenariats noués avec la Commission chinoise de la réglementation des assurances et avec l'OMC, outre un cours de troisième cycle universitaire sur l'assurance vie et la planification financière proposé à l'Université mondiale du commerce (Canada) à du personnel de pays en développement;
- Lors d'une réunion conjointement organisée par la CNUCED, l'OCDE et l'OIT à la suite du SMSI, 140 experts ont estimé que les applications des TIC, en particulier dans les pays en développement ayant une politique nationale des TIC, avaient des incidences positives sur l'économie et la réduction de la pauvreté. L'efficacité des politiques passait toutefois par l'amélioration des statistiques et de l'information;
- Le programme COMPAL (politiques de concurrence et de protection du consommateur en Amérique latine), soutenu par la Suisse, a permis de renforcer la législation et les politiques de concurrence et de protection du consommateur en Bolivie, au Costa Rica, en El Salvador, au Nicaragua et au Pérou. Par exemple, El Salvador et le Nicaragua se sont dotés d'une autorité de la concurrence et ont bénéficié du soutien du programme COMPAL pour la diffusion de leur nouvelle législation sur la concurrence;

- En Tunisie, l'examen collégial volontaire de la politique nationale de concurrence a permis d'identifier un certain nombre d'ajustements à apporter à cette politique pour renforcer la concurrence économique;
- Après avoir pris note de l'adoption par de nombreux pays en 2005 des Normes internationales d'information financière (IFRS) – important instrument pour la cohérence et un fonctionnement efficace de l'infrastructure financière – le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des Normes internationales de comptabilité et de publication a décidé d'étudier plus avant les difficultés que posait leur mise en œuvre et d'affiner les lignes directrices et la méthodologie relatives aux indicateurs de la responsabilité d'entreprise.

Examiner les questions critiques de commerce et de développement

La recherche et l'analyse à la CNUCED doivent continuer d'être axées sur le développement, être indépendantes, s'appuyer sur des données solides et conduire à des travaux novateurs et pionniers sur le commerce et le développement et les questions connexes, en allant à l'encontre des idées reçues si nécessaire».

**Examen à mi-parcours de la mise en œuvre
des textes adoptés à la onzième session de
la Conférence**

**RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT, 2006:
PARTENARIAT MONDIAL ET POLITIQUES NATIONALES
DE DÉVELOPPEMENT**

Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2006* prend le pouls de l'économie mondiale et analyse les incidences sur les pays en développement des forces mondiales et des régimes commerciaux mondiaux.

La CNUCED met en garde contre le risque de crises financières dans les pays en développement si des mesures internationales ne sont pas rapidement prises pour réduire les déséquilibres commerciaux mondiaux. Les pays en développement ont récemment enregistré des progrès économiques dus en partie à la hausse des prix du pétrole et d'autres ressources naturelles.

Préconisant de ménager à ces pays une plus grande marge d'action, le rapport recommande que leurs gouvernements fassent preuve de détermination et de créativité en matière de politique macroéconomique. Il note que ces pays pourraient tirer des avantages à long terme d'un environnement économique mondial favorable. Il recommande qu'ils adoptent des politiques industrielles visant à dynamiser la croissance économique et le changement structurel, qui sont créateurs d'emplois et favorisent une hausse du niveau de vie à long terme. C'est là une rupture par rapport aux années 80 et 90, où les institutions de Bretton Woods conseillaient aux pays en développement d'adopter une politique non interventionniste et de laisser les forces du marché assurer la «vérité des prix».

Le rapport invite instamment la communauté internationale à mettre en place un système multilatéral de mesures monétaires et financières qui renforceront le Partenariat mondial pour le développement.

«Le rapport ... n'a pas eu l'écho qu'il mérite. Pourtant, il s'agit d'une petite bombe idéologique. Que dit-il? Que l'enterrement de l'État, au nom du tout-marché, a été une catastrophe pour le tiers monde.»

**Marianne
France
9 septembre 2006**

«La CNUCED, principal laboratoire de réflexion du système des Nations Unies sur les questions de développement, dit que les pays pauvres devraient avoir une plus grande latitude pour déterminer leurs propres politiques nationales, y compris renforcer leur secteur des entreprises.»

**Financial Times
Royaume-Uni
28 août 2006**

«Le Caire: la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié son rapport 2006, que l'on pourrait qualifier d'étude économique révolutionnaire et qui rejette les théories classiques régissant la croissance économique pour proposer un changement potentiel de l'approche nationale et internationale de l'économie.»

The Daily Star
Égypte
7 septembre 2006

RAPPORT 2006 SUR LES PMA: DÉVELOPPER LES CAPACITÉS PRODUCTIVES

Faisant suite au rapport de 2005 qui traitait de la corrélation entre le commerce international et la réduction de la pauvreté dans les PMA, le rapport 2006 montre comment le développement des capacités productives peut rendre possible la mise en place de stratégies pour une croissance économique stable qui peut aider à améliorer les conditions de vie des couches les plus pauvres de la population dans ces pays.

Le rapport insiste sur la nécessité de modifier l'orientation de l'aide versée aux PMA de façon que cette aide contribue mieux à la création d'entreprises et de systèmes de production capables de créer des emplois pour les individus toujours plus nombreux candidats à l'exode rural. Sans une amélioration des perspectives d'emploi urbain dans les PMA, on ne pourra fixer de terme prévisible à l'émigration des ressortissants de ces pays vers les nations industrialisées d'Europe et d'Amérique du Nord.

Les économistes de la CNUCED passent également en revue dans leur rapport les progrès accomplis dans la réalisation de quelques-uns des objectifs quantifiés et adoptés par la communauté internationale à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, organisée à Bruxelles en mai 2001. Cet examen a contribué aux discussions qui ont eu lieu à New York en septembre dans le cadre de l'examen à mi-parcours du Programme d'action adopté à la Conférence de Bruxelles.

«Ce rapport prend à contre-pied l'optimisme en vogue qui se félicite du fort taux de croissance de 5,9 % atteint par les PMA en 2004, de leurs recettes d'exportation records (57,8 milliards de dollars, soit 45,7 milliards d'euros), de leurs investissements étrangers non moins records (10,7 milliards de dollars) et du niveau élevé de l'aide internationale reçue (24,9 milliards de dollars).»

**Le Monde
France
22 juillet 2006**

«De plus, l'aide au développement, qu'elle provienne des États, des agences internationales (ONU, Banque mondiale, Fonds monétaire international) ou des organisations non gouvernementales des pays riches, s'est concentrée sur le secteur de l'éducation et de la santé, afin de pallier les défauts des services publics mis à mal par les cures d'austérité budgétaire imposées par les politiques macroéconomiques d'ajustement. Aux dépens, estime la CNUCED, de l'aide au secteur productif, en particulier dans les zones rurales.»

**All Africa
Maurice
24 juillet 2006**

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE – DOUBLEMENT DE L'AIDE: ASSURER LA GRANDE POUSSÉE

La communauté internationale a promis de doubler l'aide publique au développement de l'Afrique d'ici 2010, ce à quoi les économistes de la CNUCED applaudissent. Ils affirment toutefois que cela seul ne sera pas suffisant pour obtenir une réduction durable de la pauvreté. Dans ce nouveau rapport sur le développement économique en Afrique, ils notent que de graves carences de l'actuel système de fourniture de l'aide (telles que le manque d'adaptation aux conditions locales, l'importance excessive accordée à certains secteurs économiques au détriment d'autres, la répartition inégale de l'aide entre les pays et la concurrence entre les donateurs) doivent être corrigées, et ils proposent la mise en place d'une «nouvelle architecture» de l'aide publique au développement. Préconisant un renforcement du caractère multilatéral de cette aide, ils proposent de revenir à l'idée, initialement formulée dans les années 50, de créer un fonds des Nations Unies qui canaliserait l'aide au développement de l'Afrique.

Cette proposition s'appuie sur différents aspects du Plan Marshall, dont avaient profité les pays européens après la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs éléments de ce plan restent valables aujourd'hui, selon les économistes de la CNUCED, et pourraient contribuer à modifier la situation en Afrique. Le décollage récent d'un certain nombre de pays – par exemple, l'Irlande, le Portugal, la République de Corée, la Province chinoise de Taiwan, le Botswana, Maurice, la Tunisie – s'est produit alors qu'une aide considérable était fournie à ces pays au cours des étapes initiales de leur développement; en outre, selon les modalités de cette aide, les gouvernements ont bénéficié d'une marge d'action suffisante pour concevoir leurs propres politiques – couronnées de succès – de développement.

«Le rapport va aussi à contre-courant des tendances à libéraliser et privatiser à tout crin. Il veut au contraire renforcer le secteur public et les capacités étatiques – comme le préconisait le Secrétaire d'État américain George Marshall en 1947. L'aide gérée par l'ONU développerait les infrastructures, la diversification et l'industrialisation de l'Afrique. Elle serait versée au budget général de chaque pays. Bien entendu, son utilisation serait supervisée par les bureaux locaux de l'ONU et les donateurs auraient leur mot à dire. Mais les bénéficiaires aussi, dans un dialogue ouvert et délié des pressions politiques habituelles.»

**Le Messager
Cameroun
9 octobre 2006**

«En 2000, la CNUCED avait préconisé un doublement de l'aide pour l'Afrique, suscitant alors un scepticisme général. Cinq ans plus tard, l'idée était avalisée par les chefs d'État des grandes puissances réunis à Gleneagles (Écosse). En outre, la plupart des pays riches ont fixé un calendrier pour consacrer 0,7 % de leur revenu national à l'aide. En 2004, la CNUCED plaidait pour l'annulation de la dette. "Impossible", s'étaient alors écriés les milieux financiers. Cette année, la Banque mondiale et le FMI ont accepté d'effacer la dette multilatérale d'une trentaine de pays, dont 15 pays africains, à hauteur de 50 milliards de dollars. La CNUCED a décidément souvent vu juste avant tout le monde...»

**Jeune Afrique
France
1^{er} octobre 2006**

WORLD INVESTMENT REPORT 2006

**L'IED EN PROVENANCE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION:
INCIDENCES SUR LE DÉVELOPPEMENT**

Ce rapport analyse, comme d'habitude, les tendances mondiales de l'IED, en faisant observer cette fois que les flux d'IED ont sensiblement augmenté, de 29 %, en 2005 – deuxième année consécutive de hausse – pour atteindre 916 milliards de dollars. Dans les pays en développement, les IED ont atteint le plus haut niveau jamais enregistré – 334 milliards de dollars, soit une hausse de 22 %. Les entrées d'IED ont augmenté dans 126 des 200 pays étudiés.

La vigueur et le dynamisme croissants des sociétés transnationales (STN) ayant leur siège dans des pays en développement, principalement en Asie, sont un autre aspect caractéristique. Grâce à ces sociétés transnationales, les pays en développement ont été à l'origine d'un montant record de 120 milliards de dollars d'investissements internationaux en 2005. La plupart de ces IED ont été destinés à d'autres pays en développement et alimentent une vigoureuse activité économique Sud-Sud, qui n'a cessé de s'intensifier depuis une quinzaine d'années et a d'importantes répercussions mondiales. Entre 1990 et 2005, le nombre de pays en développement et de pays en transition dont le stock extérieur d'IED dépassait 5 milliards de dollars est passé de 6 à 25. Les STN responsables de cette hausse sont elles aussi de plus en plus grandes et puissantes et deviennent des acteurs régionaux, voire mondiaux.

Alors que 19 STN seulement de pays en développement et de pays en transition figuraient dans la liste de *Fortune 500* en 1990, elles étaient 45 en 2005. La prédilection de ces sociétés pour les investissements Sud-Sud illustre en partie un avantage compétitif: basées dans des pays en développement elles-mêmes, elles connaissent bien les défis, les risques et les perspectives que présente ou qu'offre l'activité commerciale et économique dans les pays en développement.

«Le rapport de la CNUCED montre de la façon la plus claire qu'on puisse imaginer pourquoi il s'agit là d'un phénomène qui ne peut que contribuer au développement.»

**The Guardian
Royaume-Uni
19 octobre 2006**

«Le rôle fondamental que l'investissement direct (IED) peut jouer dans la promotion du développement est bien connu, mais collecter des statistiques fiables lorsque les flux sont aussi liquides et multidirectionnels constitue une tâche herculéenne. Au fil des ans, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est assurée la réputation d'être la source la plus autorisée de telles données, et son World Investment Report retient en conséquence une attention considérable.»

**Global Insight Analysis
Royaume-Uni
19 octobre 2006**

RAPPORT 2006 SUR L'ÉCONOMIE DE L'INFORMATION: DANS L'OPTIQUE DU DÉVELOPPEMENT

Ce rapport annuel sur les tendances des technologies de l'information et de la communication note que la bande large devient un outil tellement important pour l'activité économique dans le monde entier qu'elle acquiert désormais le statut «de service d'utilité publique» – aussi nécessaire que l'électricité et l'eau. Le nombre d'abonnées à l'accès bande large a augmenté de près de 15 % au second semestre de 2005 dans les pays industrialisés, pour s'établir à 158 millions; toutefois, cet accès est si peu répandu dans les pays en développement que seuls 71 pays sur 151 ont soumis des données; et 48 de ces 71 pays indiquaient un taux de pénétration inférieur à 1 %.

Un élargissement de l'accès bande large est donc vital pour les régions pauvres du monde. Faute de quoi, les entreprises de ces pays seront confrontées à un handicap économique de plus en plus lourd et les pays eux-mêmes risquent d'y perdre en termes de croissance économique. Il n'est pas surprenant de constater que le fossé en matière d'utilisation de la bande large s'accompagne de disparités notables pour ce qui est du commerce électronique: dans le monde en développement, ce moyen de faire du commerce est si rare qu'il n'existe quasiment pas de données sur la question.

Le rapport sur l'économie de l'information explore d'autres thèmes dans sa livraison de 2006. Il y est noté que l'application intensive des technologies de l'information et de la communication dans le secteur de la production et de la distribution de pétrole peut aider les pays en développement à transformer, commercialiser et exporter de façon beaucoup plus profitable leurs ressources pétrolières, particulièrement dans l'actuelle période de prix élevés. Le rapport recommande même que les pays en développement exportateurs de pétrole envisagent de se doter de marchés à terme et au comptant du pétrole. Enfin, il préconise de veiller à ce que toute mesure nationale ou internationale visant à régir le réseau Internet soit prise avec toutes les précautions voulues de façon à ne pas étouffer l'innovation ou limiter les possibilités qu'offre Internet pour l'activité des entreprises et pour la croissance économique des pays en développement.

«L'accès à large bande à Internet devient tellement vital pour les entreprises qu'on le compare désormais à des services et équipements collectifs tel que l'approvisionnement en eau et en électricité, d'après un rapport publié jeudi par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. L'importance croissante d'un accès à haut débit à Internet "inquiète" le monde en développement, où l'accès à large bande est rare, car la technologie exerce une influence toujours plus grande sur les tendances de l'activité économique mondiale, avertit la CNUCED.»

**Agence France-Presse
France
16 novembre 2006**

Annexe A

Publications de la CNUCED en 2006

Titre	Cote du document	Date de publication
Macroéconomie et politiques de développement		
Rapport sur le commerce et le développement, 2006	UNCTAD/TDR/2006	25 août 2006
UNCTAD Discussion Paper No. 181: A Re-examination of the Architecture of the International Economic System in a Global Setting – Issues and Proposals	UNCTAD/OSG/DP/2006/1	1 ^{er} janvier 2006
G24 Discussion Paper No. 40: The Role of the IMF in Debt Restructurings – Lending into Arrears, Moral Hazard and Sustainability Concerns	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2006/2	31 mai 2006
G24 Discussion Paper No. 41: IMF Policies for Financial Crises Prevention in Emerging Markets	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2006/3	1 ^{er} octobre 2006
G24 Discussion Paper No. 42: Governance and Anti-Corruption Reforms in Developing Countries – Policies, Evidence and Ways Forward	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2006/4	22 décembre 2006
Assistance au peuple palestinien		
The Palestinian War-torn Economy: Aid, Development and State Formation	UNCTAD/GDS/APP/2006/1	5 avril 2006
Gestion de la dette		
DMFAS Annual Report 2005	UNCTAD/GDS/DMFAS/2006/1	30 septembre 2006
DMFAS User's Guide	UNCTAD/GDS/DMFAS/MISC/2006/1	30 novembre 2006
Développement de l'Afrique		
Le développement économique en Afrique – Doubler l'aide en donnant un sérieux coup de collier	UNCTAD/GDS/AFRICA/2006/1	20 septembre 2006
Investissements internationaux: tendances, problèmes et analyse		
Rapport sur l'investissement dans le monde, 2006 (papier et CD-ROM)	UNCTAD/WIR/2006 et CD-ROM	16 octobre 2006
Rapport sur l'investissement dans le monde, 2006, Vue d'ensemble	UNCTAD/WIR/2006 (Overview)	16 octobre 2006
FDI in LDCs at a Glance (version 2005/2006)	UNCTAD/ITE/IIA/2005/7	18 septembre 2006

Titre	Cote du document	Date de publication
Measuring Restrictions on FDI in Services in Developing Countries and Transition Economies	UNCTAD/ITE/IIA/2006/1	1 ^{er} juillet 2006
Globalization of R&D and Developing Countries (Proceedings of the Expert Meeting, Geneva, 24–26 January 2005)	UNCTAD/ITE/IIA/2005/6	1 ^{er} avril 2006
Transnational Corporations Journal, vol. 15, No. 1	UNCTAD/ITE/IIT/2006/1	1 ^{er} avril 2006
Transnational Corporations Journal, vol. 15, No. 2	UNCTAD/ITE/IIT/2006/2	1 ^{er} août 2006
Alternative Methods to Treaty-based, Investor–State Dispute Resolution	CD-ROM	novembre 2006
Accords internationaux d’investissement		
Second Series of Issues in International Investment Arrangements: Investment Provisions in Economic Integration Agreements	UNCTAD/ITE/IIT/2005/10	13 juin 2006
Second Series of Issues in International Investment Arrangements: International Investment Arrangements – Trends and Emerging Issues	UNCTAD/ITE/IIT/2005/11	1 ^{er} avril 2006
Transfer of Technology for Successful Integration into the Global Economy – A Case Study of the Salmon Industry in Chile	UNCTAD/ITE/IIT/2005/12	1 ^{er} mars 2006
Second Series of Issues in International Investment Arrangements: Investor–State Disputes Arising from Investment Treaties – A Review	UNCTAD/ITE/IIT/2005/4	1 ^{er} février 2006
Second Series of Issues in International Investment Arrangements: Preserving Flexibility in IIAs – The Use of Reservations	UNCTAD/ITE/IIT/2005/8	1 ^{er} juin 2006
Examens de la politique d’investissement		
Examen de la politique d’investissement – Rwanda	UNCTAD/ITE/IPC/2006/11	1 ^{er} juillet 2006
Examen de la politique d’investissement – Colombie	UNCTAD/ITE/IPC/2005/11	1 ^{er} janvier 2006
Promotion de l’investissement		
A Survey of Support by Investment Promotion Agencies to Linkages	UNCTAD/ITE/IPC/2005/12	12 mai 2006

Titre	Cote du document	Date de publication
Blue Book on Best Practices in Investment Promotion and Facilitation – Ghana	UNCTAD/ITE/IPC/2006/13	8 août 2006
La promoción de inversión extranjera en las regiones de Perú	UNCTAD/ITE/IPC/2006/3	1 ^{er} mars 2006
Guide de l'investissement au Mali	UNCTAD/ITE/IIA/2006/2	1 ^{er} septembre 2006
Guide de l'investissement au Rwanda	UNCTAD/ITE/IIA/2006/3	3 octobre 2006
Développement des entreprises		
Business Linkages Programme Guidelines	UNCTAD/ITE/TEB/2005/11	1 ^{er} juillet 2006
Guide des bonnes pratiques en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise	UNCTAD/ITE/TEB/2006/3	13 juin 2006
Deepening Development through Business Linkages	UNCTAD/ITE/TEB/2006/7	1 ^{er} septembre 2006
Science et technologie au service du développement		
The Digital Divide Report: ICT Diffusion Index 2005	UNCTAD/ITE/IPC/2006/5	10 mai 2006
Négociations commerciales et diplomatie commerciale		
The Multilateral Trading System and Malawi	UNCTAD/DITC/TNCD/2005/18	1 ^{er} novembre 2006
The Multilateral Trading System and Zambia	UNCTAD/DITC/TNCD/2005/16	18 octobre 2006
The Multilateral Trading System and Botswana	UNCTAD/DITC/TNCD/2005/17	18 octobre 2006
Trade in Services in Africa	UNCTAD/DITC/TNCD/2006/3	avril 2006
Developments and Issues in the Doha Work Programme of Particular Interest to African Countries: Trade Capacity Development for Africa	UNCTAD/DITC/TNCD/2006/4	avril 2006
Policy Issues for African Countries in Multilateral and Regional Trade Negotiations	UNCTAD/DITC/TNCD/2006/6	1 ^{er} novembre 2006
Système généralisé de préférences: Manuel sur le schéma du Japon	UNCTAD/ITCD/TSB/Misc.42/Rev.3	1 ^{er} août 2006
Analyse commerciale		
Smoke and Mirrors: Making Sense of the WTO Industrial Tariff Negotiations	UNCTAD/ITCD/TAB/31	1 ^{er} mars 2006
Roadblock to Reform: The Persistence of Agricultural Export Subsidies	UNCTAD/ITCD/TAB/33	30 mai 2006

Titre	Cote du document	Date de publication
A South–South Survival Strategy: The Potential for Trade among Developing Countries	UNCTAD/ITCD/TAB/34	21 juin 2006
Les pratiques optimales pour définir les compétences requises	TD/RBP/CONF.6/13/Rev.1; TD/B/COM.2/CLP/44/Rev.2	17 août 2006
Commerce, environnement et développement		
Trade, Environment and Development Review	UNCTAD/DITC/TED/2005/12	31 mars 2006
Trade, Environment and Development – Analytical Studies: Analysis of Options for Implementing Disclosure of Origin Requirements in Intellectual Property Applications	UNCTAD/DITC/TED/2005/18	27 février 2006
Analyses of Trade and Investment Implications of Multilateral Environment Agreements: Science on the Tap, not on the Top	Int. J. Technology and Globalisation, vol. 1, no. 2, 2005	31 janvier 2006
Assessment Studies of the Biofuels Industries in India, the Philippines and Thailand	UNCTAD/DITC/TED/2006	18 octobre 2006
Produits de base		
Commodity Competitiveness and Diversification and Commodity Finance and Risk Management. Tracking the Trend towards Market Concentration: The Case of the Agricultural Input Industry	UNCTAD/DITC/COM/2005/16	20 avril 2006
Iron Ore Statistics 2006	UNCTAD/DITC/COM/2006/11	20 septembre 2006
Agricultural Commodities and Natural resource-based Trade and Development Prospects and Constraints in the Pacific Island Economies	UNCTAD/DITC/COM/2006/14	20 décembre 2006
Linking African Small Producers to Large Distribution Networks: Enhancing Capacity of Mozambican Producers to Supply the South African Market	UNCTAD/DITC/COM/2006/16	27 novembre 2006
South–South Commodities Trade Quantitative Report	UNCTAD/DITC/COM/2006/5	2 juin 2006
Commodity Competitiveness and Diversification and Commodity Finance and Risk Management. Islamic Finance and Structured Commodity Finance techniques: Where the Twain can Meet	UNCTAD/DITC/COM/2006/6	29 mai 2006

Titre	Cote du document	Date de publication
The Iron Ore Market 2005-2007	UNCTAD/DITC/COM/2006/7	16 mai 2006
COMPAL Global Annual Report 2005	UNCTAD/DITC/CLP/2006/1	1 ^{er} mai 2006
Basel 2: The New Basel Capital Accord and Its Impact on Commodity Financing in Developing Countries	UNCTAD/DITC/COM/2006/8	14 juillet 2006
Using Commoditized Revenue Flows to Leverage Access to International Finance, with a Special Focus on Migrant Remittances and Payment Flows	UNCTAD/DITC/COM/2006/9	24 mars 2006
The Challenges of Mineral Wealth: Using Resource Endowments to Foster Sustainable Development – Synthesis of Four Country Studies: Findings and Recommendations	ISBN: 0-9549954-6-5	12 avril 2006
The Challenges of Mineral Wealth: Using Resource Endowments to Foster Sustainable Development – Resource Endowment Toolkit: Assessing the Socio-economic Impact of Mining	ISBN:0-9549954-7-3	12 avril 2006
Droit et politique de la concurrence		
Manuel sur le droit de la concurrence	TD/B/COM.2/CLP/50	27 février 2006
Le rôle de différents mécanismes possibles de règlement des différends ou d'autres formules envisageables	TD/RBP/CONF.6/11/Rev.1	31 août 2006
Moyens de rendre applicables, pour les pays en développement, d'éventuels accords internationaux	TD/RBP/CONF.6/9/Rev.1	29 août 2006
Exceptions to Patent Rights in Developing Countries	UNCTAD/ITE/IPC/2006/13	1 ^{er} août 2006
Intellectual Property Provisions of Bilateral and Regional Trade Agreements in light of U.S. Federal Law	UNCTAD/ITE/IPC/2006/4	1 ^{er} février 2006
Utility Models and Innovation in Developing Countries	UNCTAD/ITE/IPC/2006/6	1 ^{er} février 2006
Examen des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique dans le domaine du droit et de la politique de la concurrence	TD/B/COM.2/CLP/54	3 août 2006
L'expérience acquise dans le domaine de la coopération internationale concernant la politique de concurrence et les mécanismes utilisés	TD/RBP/CONF.6/12/Rev.1; TD/B/COM.2/CLP/21/Rev.4	7 septembre 2006

Titre	Cote du document	Date de publication
Facilitation des transports et du commerce		
Review of Maritime Transport 2006	UNCTAD/RMT/2006	1 ^{er} octobre 2006
Carriage of Goods by Air: A Guide to the International Legal Framework	UNCTAD/SDTE/TLB/2006/1	27 juin 2006
Negotiations on Transport and Logistics Services: Issues to Consider	UNCTAD/SDTE/TLB/2005/3	1 ^{er} juin 2006
Maritime Security: Elements of an Analytical Framework for Compliance Measurement and Risk Assessment	UNCTAD/SDTE/TLB/2005/4	3 mai 2006
Économie de l'information		
Rapport 2006 sur l'économie de l'information	UNCTAD/SDTE/ECB/2006/1	16 novembre 2006
Rapport 2006 sur l'économie de l'information – Vue d'ensemble	UNCTAD/SDTE/ECB/2006/1 (Overview)	16 novembre 2006
Pays les moins avancés		
Rapport 2006 sur les pays les moins avancés: Développer les capacités productives	UNCTAD/LDC/2006	17 juillet 2006
Landlocked Developing Countries & Facts and Figures 2006	UNCTAD/LDC/2006/2	1 ^{er} septembre 2006
Questions générales		
Rapport annuel de la CNUCED, 2005	UNCTAD/EDM/2006/1	21 avril 2006

Annexe B

Réunions intergouvernementales de la CNUCED en 2006

Titre	Dates
Conseil du commerce et du développement	
Cinquante-troisième session, Genève	27 sept.-10 oct. 2006
Vingt-troisième session extraordinaire (première partie de l'examen à mi-parcours), Genève	8-11 mai 2006
Vingt-troisième session extraordinaire (deuxième partie de l'examen à mi-parcours), Genève	12-16 juin 2006
Vingt-troisième session extraordinaire (troisième partie de l'examen à mi-parcours), Genève	3-10 octobre 2006
Trente-huitième session directive (rapports des commissions), Genève	20 avril 2006
Trente-neuvième session directive (Afrique), Genève	30 juin 2006
Quarantième session directive (rapport du Groupe de personnalités), Genève	14 décembre 2006
Commission du commerce des biens et services et des produits de base, et ses réunions d'experts	
Dixième session annuelle, Genève	6-10 février 2006
Réunion d'experts sur l'accès universel aux services, Genève	14-16 novembre 2006
Réunion d'experts sur la participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial: le secteur énergétique, Genève	29 nov.-1 ^{er} déc. 2006
Réunion d'experts sur les moyens d'aider les petits producteurs et transformateurs de produits de base dans les pays en développement à accéder aux marchés mondiaux, Genève	11-13 décembre 2006
Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, et ses réunions d'experts	
Dixième session annuelle, Genève	21-24 février 2006
Réunion d'experts sur le rôle des TIC dans la facilitation du commerce aux frontières et dans les ports, Genève	16-18 octobre 2006
Réunion d'experts sur les meilleures pratiques et les options concernant la promotion de relations entre PME et STN, Genève	6-8 novembre 2006
Réunion d'experts sur la contribution à la mise en œuvre et au suivi des décisions du SMSI: les TIC au service de la croissance et du développement (organisée conjointement par la CNUCED, l'OCDE et l'OIT), Genève	4-5 décembre 2006
Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, et ses réunions d'experts et organes subsidiaires	
Dixième session annuelle, Genève	6 mars 2006
Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives, Genève	4-6 septembre 2006

Titre	Dates
Réunion d'experts sur l'IED dans le secteur des ressources naturelles, Genève	20-22 novembre 2006
Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, vingt-troisième session, Genève	10-12 octobre 2006
Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence, septième session, Genève	31 oct.-2 nov. 2006
Commission de la science et de la technologie au service du développement (organe subsidiaire du Conseil économique et social)	
Neuvième session, Genève	15-19 mai 2006
Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme	
Quarante-sixième session (cadre stratégique), Genève	28-29 juin 2006
Quarante-septième session (coopération technique), Genève	11-15 septembre 2006
Autres réunions	
Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un accord destiné à succéder à l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux, quatrième partie, Genève	16-27 janvier 2006
Réunion du Groupe d'experts sur l'aide à l'Afrique	20 janvier 2006
Réunion du Groupe spécial d'experts sur la compétitivité internationale des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement (liens, investissement direct à l'étranger) – «Éléments essentiels d'un programme de promotion des relations interentreprises»	22 février 2006
Quatrième réunion du Groupe consultatif sur les directives pour le renforcement des capacités de formation et de mise en valeur des ressources humaines	22-23 mars 2006
Suivi du Sommet mondial sur la société de l'information. Première réunion de facilitation sur les orientations à fixer en matière de commerce et d'emploi électroniques	17 mai 2006
Réunion spéciale d'experts sur la préparation de l'examen à mi-parcours du Programme d'action en faveur des PMA pour la décennie 2001-2010	29-30 mai 2006
Réunion spéciale d'experts sur le thème du Rapport mondial sur l'investissement 2006	30-31 mai 2006
Première réunion du Groupe de personnalités sur les obstacles non tarifaires	12 juillet 2006
Réunion du Groupe spécial d'experts sur les services de logistique	13 juillet
Conférence régionale sur les secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial: les pays de l'Afrique australe peuvent-ils jouer un rôle dans le secteur de l'électricité et de l'électronique?	19-20 juillet 2006
Réunion spéciale d'experts sur les nouveaux mécanismes permettant de renforcer le rôle du savoir dans le renforcement des capacités productives dans les pays les moins avancés (PMA)	2-3 octobre 2006
Débat d'orientation de haut niveau de l'examen à mi-parcours	2-4 octobre 2006

Titre	Dates
Programme de réflexion sur le thème du Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007	3-4 octobre 2006
Politiques de développement, gouvernance économique et cohérence des politiques à l'heure de la mondialisation	4-5 octobre 2006
Atelier sur les règles relatives à la mesure de la juste valeur des normes internationales d'information financière (IFRS)	9 octobre 2006
Première réunion de l'Équipe d'appui multiorganisations (MAST) sur les obstacles non tarifaires	18 octobre 2006
Réunion spéciale d'experts sur le droit et la politique de la concurrence	30 octobre 2006
Réunion spéciale d'experts sur les IED dans le secteur des ressources naturelles	20 novembre 2006
Réunion spéciale d'experts sur la promotion des politiques d'investissement, en particulier dans l'optique du développement	23-24 novembre 2006
Réunion spéciale d'experts sur le renforcement des compétences dans les pays en développement: formation, création de réseaux et TIC	27-28 novembre 2006

Annexe C

Ateliers et séminaires de la CNUCED en 2006

Titre	Lieu	Dates
Dettes et renforcement des capacités pour la viabilité de l'endettement		
Atelier régional de la CNUCED sur le renforcement des capacités pour la viabilité de l'endettement	Jakarta (Indonésie)	1 ^{er} janv.-28 févr. 2006
Atelier DSM+ au Soudan	Khartoum (Soudan)	31 janv.-10 févr. 2006
Atelier régional MEFMI/COMSEC/CNUCED sur la gestion de la dette publique	Windhoek (Namibie)	6-9 mars 2006
Atelier sur la validation du programme de conversion des bases de données – Banque d'Algérie	Genève (Suisse)	11-23 mars 2006
Atelier sur la validation des données SYGADE/Pôle Dette	Libreville (Gabon)	22-28 avril 2006
Atelier régional sur les statistiques d'endettement en Argentine	Buenos Aires (Argentine)	24-28 avril 2006
Atelier sur la validation des données en Équateur	Quito (Équateur)	26 juin-7 juillet 2006
Atelier régional latino-américain sur la viabilité de l'endettement et les stratégies de développement	Buenos Aires (Argentine)	1 ^{er} juill.-15 nov. 2006
Atelier régional sur les statistiques d'endettement en Ouganda	Kampala (Ouganda)	9-18 juillet 2006
Voyage d'étude en Argentine pour le Bureau de la dette du Paraguay	Buenos Aires (Argentine)	17-28 juillet 2006
Formation DSM+ en République du Congo	Brazzaville (Congo)	20-28 juillet 2006
Voyage d'étude sur les procédures relatives à une gestion efficace de la dette en Indonésie	Jakarta (Indonésie)	30 juillet-5 août 2006
Atelier sur les bulletins de statistiques sur l'endettement	Ouagadougou (Burkina Faso)	13-18 novembre 2006
Assistance au peuple palestinien		
Programme de formation de suivi sur le Cadre intégré de simulation pour la politique palestinienne dans les domaines de la macroéconomie, du commerce et du travail	Ramallah (Territoire palestinien)	1 ^{er} février-31 mai 2006
État palestinien et perspectives pour la politique de commerce et de développement	Ramallah (Territoire palestinien)	1 ^{er} mars-26 mai 2006

Titre	Lieu	Dates
Premier atelier/réunion pour les bénéficiaires palestiniens du programme EMPRETEC	Ramallah (Territoire palestinien)	1 ^{er} mai-10 juillet 2006
Cours de formation sur les grandes questions économiques internationales		
Cours de formation conformément au paragraphe 166 au Liban	Beyrouth (Liban)	10-14 juillet 2006
Cours de formation conformément au paragraphe 166 sur les grandes questions économiques internationales	Belgrade (Serbie)	4-6 octobre 2006
Troisième cours régional de formation sur les grandes questions économiques internationales (Modules 5 et 6)	Bangkok (Thaïlande)	29 nov.-1 ^{er} déc. 2006
Analyse des questions d'investissement		
Formation sur les normes internationales relatives à la collecte de données sur l'IED	Malé (Maldives)	16-18 janvier 2006
Réunion préparatoire à un atelier sur la production pharmaceutique en Afrique orientale	Arusha (République-Unie de Tanzanie)	26-28 janvier 2006
Atelier sur la production pharmaceutique en Afrique orientale	Moshi (République-Unie de Tanzanie)	30 janv.-2 févr. 2006
Atelier sur l'investissement dans le contexte de l'ANASE-Accord néozélandais de libre-échange	Singapour	15-16 février 2006
Troisième forum de négociation de l'espace d'investissement commun du COMESA (EICC)	Ezulwini (Swaziland)	1 ^{er} -3 mars 2006
Formation à l'intention de diplomates égyptiens: tendances, politiques et promotion de l'investissement	Genève (Suisse)	3 mars 2006
Formation pratique sur le ciblage des investisseurs dans le secteur agro-industriel	Barcelone (Espagne)	6-10 mars 2006
Atelier de formation sur le développement du tourisme durable par la promotion de l'IED, dans le cadre du projet d'élaboration d'une stratégie pour attirer l'IED dans le secteur du tourisme dans les provinces de la Route de la soie en Chine	Xi'an (Chine)	6-8 avril 2006
Séminaire annuel de l'Autorité de supervision de l'Association des assurances sud-africaines	Le Cap (Afrique du Sud)	14-18 mai 2006
Séminaire de l'APEC SOM II sur l'investissement transnational	Ho Chi Minh-Ville (Viet Nam)	19-20 mai 2006
Atelier sur la négociation d'accords internationaux d'investissement	Jakarta (Indonésie)	20-23 juin 2006

Titre	Lieu	Dates
Séminaire sur l'éducation en matière d'assurance pour les pays de l'ANASE	Shanghai (Chine)	25 juillet 2006
Séminaire sur le rôle de l'assurance dans le renforcement des capacités productives des pays en développement	Genève (Suisse)	4 septembre 2006
Séminaire sur les mécanismes de garantie du cautionnement douanier	Kaboul (Afghanistan)	19 septembre 2006
Séminaire régional APEC/CNUCED sur le règlement des différends investisseurs – États: grandes questions de fond et de procédure	Mexico (Mexique)	9-10 octobre 2006
Deuxième cours de perfectionnement sur la gestion des différends	Puebla (Mexique)	11-20 octobre 2006
Séminaire sur les programmes régionaux et les plans d'harmonisation des formations pour les 14 centres régionaux de formation en Afrique	Tunis (Tunisie)	27-29 octobre 2006
Cours de l'Organisation internationale de droit du développement (Cours de pratique du droit du développement: module investissement)	Rome (Italie)	6-7 novembre 2006
Séminaire sur l'assurance et la gestion des risques de catastrophe	Casablanca (Maroc)	9 novembre 2006
Deuxième réunion du groupe d'experts MENA-OCDE sur les accords internationaux d'investissement	Le Caire (Égypte)	12-13 décembre 2006
Séminaire national sur le règlement des différends investisseurs – États pour le Maroc	Rabat (Maroc)	18-20 décembre 2006
Politiques d'investissement et promotion de l'investissement		
Examen de la politique d'investissement de la Colombie	Bogota (Colombie)	6-7 février 2006
Première assemblée des fonctionnaires supérieurs de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC SOM I) et atelier conjoint IEG-MAG sur l'investissement et l'accès aux marchés dans le cadre des accords commerciaux préférentiels	Hanoï (Viet Nam)	20-22 février 2006
Atelier international pour les fonctionnaires des agences de promotion de l'investissement	Genève (Suisse)	9 mars 2006
Atelier pour les acteurs nationaux, Examen de la politique d'investissement du Rwanda	Kigali (Rwanda)	20 mars 2006
Atelier sur la suite donnée à l'évaluation de l'agence algérienne de promotion de l'investissement (ANDI)	Alger (Algérie)	26 avril 2006

Titre	Lieu	Dates
Atelier de formation sur la promotion de l'investissement pour les diplomates devant être placés en poste à l'étranger	Tegucigalpa (Honduras)	19-21 mai 2006
Formation des conseillers économiques du Ministère des affaires étrangères et de la coopération aux techniques de promotion de l'investissement	Rabat (Maroc)	23-26 mai 2006
Atelier sur le Livre bleu du Ghana	Accra (Ghana)	29 mai 2006
Atelier sur la création d'un système Web (système d'information électronique) sur les règlements locaux relatifs à l'investissement, qui sera utilisé par l'agence éthiopienne de promotion de l'investissement	Addis-Abeba (Éthiopie)	29-31 mai 2006
Atelier pour les acteurs nationaux de l'examen de la politique d'investissement	Kigali (Rwanda)	20 juin 2006
Atelier de formation sur les questions de promotion de l'investissement à l'intention du personnel du Fonds de promotion de l'investissement de Vojvodina	Novi Sad (Serbie)	4-6 juillet 2006
Sessions de formation sur le ciblage des investisseurs dans l'agro-industrie, compte tenu de l'expérience de la préparation et de l'exécution du ciblage à la Feria Alimentaria de Barcelone (Espagne), en mars 2006	Lima (Pérou)	17-18 juillet 2006
Atelier régional de formation pour les agences latino-américaines de promotion de l'investissement sur la promotion des politiques	Cusco (Pérou)	19-21 juillet 2006
Atelier régional CNUCED-WAIPA pour les pays asiatiques sur la promotion de l'investissement et le ciblage dans le secteur du tourisme	Xiamen (Chine)	10-12 septembre 2006
Séminaire spécial d'experts de la CNUCED sur la production de médicaments abordables dans les pays en développement	Genève (Suisse)	19-20 octobre 2006
Promotion de l'investissement	Luangprabang (République démocratique populaire lao)	23-25 octobre 2006
Atelier sur la promotion de l'investissement par la mise en place d'un cadre juridique favorable – deuxième conférence régionale de la WAIPA	Sharm El Sheik (Égypte)	17-18 novembre 2006
Technologie et développement des entreprises		
Atelier de formation et formation technique sur le système d'information électronique	Moscou (Fédération de Russie)	26-28 février 2006

Titre	Lieu	Dates
Table ronde CNUCED/CICDD: Stimuler l'innovation dans les pays en développement – le rôle des modèles d'utilité	Genève (Suisse)	3 mars 2006
Dialogue régional CNUCED/CICDD pour l'Amérique centrale	San José (Costa Rica)	10-12 mai 2006
Dialogue national CNUCED/CICDD pour le Guatemala	Guatemala City (Guatemala)	16 mai 2006
Cours de formation sur le développement des entreprises et les relations interentreprises	Belgrade (Serbie)	25-27 septembre 2006
Cours de formation sur le développement des entreprises et les relations interentreprises	Bangkok (Thaïlande)	20-22 novembre 2006
Négociations commerciales et diplomatie commerciale		
Atelier national de la CDDA sur les services à Madagascar	Antananarive (Madagascar)	23-25 janvier 2006
Atelier national sur les services au Malawi	Lilongwe (Malawi)	18-21 février 2006
Trente-cinquième cours de politique commerciale de l'OMC	Genève (Suisse)	21 février 2006
Atelier national sur le commerce des services en Zambie	Lusaka (Zambie)	22-25 février 2006
Atelier sur l'accèsion à l'OMC pour la République islamique d'Iran	Téhéran (République islamique d'Iran)	4-8 mars 2006
Trente-sixième cours de politique commerciale de l'OMC	Genève (Suisse)	14 mars 2006
Retraite du JITAP après la Conférence de Hong Kong, au Botswana	Gaborone (Botswana)	16-17 mars 2006
Mission technique et consultative de la CNUCED en Afghanistan sur les questions d'accèsion	Kaboul (Afghanistan)	16-30 mars 2006
Atelier régional sur l'impact des accords de l'OMC et des négociations en cours sur le secteur des pêcheries	Genève (Suisse)	20-21 mars 2006
Retraite nationale sur le commerce et les services au Malawi	Lilongwe (Malawi)	20-21 mars 2006
Réunion sur l'aide pour le commerce	Genève (Suisse)	21-22 mars 2006
Retraite sur l'après-Hong Kong et atelier national au Mozambique	Maputo (Mozambique)	21-23 mars 2006
Séminaire régional de l'OMC sur le commerce et l'environnement pour les États du Golfe	Muscat (Oman)	28-29 mars 2006

Titre	Lieu	Dates
Atelier sur l'accèsion à l'OMC pour la Serbie	Belgrade (Serbie-et-Monténégro)	29-31 mars 2006
Atelier national sur le commerce des services au Lesotho	Maseru (Lesotho)	19-23 avril 2006
Atelier sur les négociations commerciales et les simulations économiques relatives aux politiques commerciales	Mexico (Mexique)	25-26 avril 2006
Séminaire ouvert sur l'affaire CE-marques et indications géographiques	Genève (Suisse)	28 avril 2006
Atelier d'évaluation du JITAP au Sénégal	Dakar (Sénégal)	26-27 mai 2006
Atelier sur le règlement des différends relatifs à l'investissement en Indonésie	Jakarta (Indonésie)	29-30 mai 2006
Réunion consultative pour les PMA d'Asie et du Pacifique sur les négociations de Doha	Genève (Suisse)	21-23 juin 2006
Atelier national du JITAP sur l'après-Hong Kong au Cameroun	Yaoundé (Cameroun)	28-29 juin 2006
Atelier de haut niveau sur les négociations de Doha des comités interinstitutionnels	Genève (Suisse)	24-26 juillet 2006
Atelier sur l'assistance technique pour l'accèsion à l'OMC pour l'Algérie	Alger (Algérie)	25-27 juillet 2006
Retraite nationale du JITAP au Kenya	Naru Moru (Kenya)	4-6 septembre 2006
Première table ronde du Programme spécial des Nations Unies pour l'économie des pays d'Asie centrale (PSEPAC) sur les questions d'accèsion à l'OMC	Bakou (Azerbaïdjan)	6-8 septembre 2006
Séminaire sur les questions de propriété intellectuelle concernant l'accèsion de la République islamique d'Iran à l'OMC	Téhéran (République islamique d'Iran)	10-13 septembre 2006
Atelier de formation sur les capacités de négociation pour les négociations commerciales du Soudan	Khartoum (Soudan)	19-27 septembre 2006
Atelier du comité national sur les politiques et les négociations commerciales au Botswana	Gaborone (Botswana)	20-21 novembre 2006
Atelier sur l'interface de développement entre l'OMC, les accords de partenariat économique et les négociations régionales pour les pays africains	Mbodiene (Sénégal)	20-22 novembre 2006
Atelier JITAP femmes/médias/organisations de la société civile au Ghana	Accra (Ghana)	28-30 novembre 2006
Atelier de formation sur l'accèsion à l'OMC pour la Bosnie-Herzégovine	Sarajevo (Bosnie-Herzégovine)	18-19 décembre 2006

Titre	Lieu	Dates
Analyse commerciale		
Ateliers consultatifs d'actionnaires	Nairobi (Kenya)	5 janv. 2006-9 sept. 2007
Études sectorielles sur le Pérou	Lima (Pérou)	8 févr. 2006-9 févr. 2011
Séminaire d'information et de coordination de conseillers régionaux et nationaux	Niamey (Niger)	20-24 février 2006
Formation sur WITS/TRAINS	Washington, DC (États-Unis)	2 mai 2006
Atelier de formation pour la Serbie sur l'utilisation des outils analytiques commerciaux et mise à jour des information sur les négociations de Doha concernant l'agriculture	Belgrade (Serbie-et-Monténégro)	3-5 mai 2006
Formation sur WITS/TRAINS	New York (États-Unis)	4-5 mai 2006
Formation sur WITS/TRAINS	Genève (Suisse)	10 mai 2006
Atelier sur le SGPC en Indonésie	Jakarta (Indonésie)	31 mai-1 ^{er} juin 2006
Atelier national sur le commerce des services en Afrique du Sud	Pretoria (Afrique du Sud)	5-6 juin 2006
Atelier sur le SGPC au Soudan	Khartoum (Soudan)	20-22 juin 2006
Atelier national sur la validation de l'étude d'évaluation du Brésil	Manaus (Brésil)	26-27 juin 2006
Atelier sur les services	Genève (Suisse)	27 juin 2006
Atelier national sur le commerce des services en Namibie	Windhoek (Namibie)	15-16 juillet 2006
Réunion spéciale d'experts sur le commerce des services à Maurice	Port-Louis (Maurice)	17-21 juillet 2006
Formation sur WITS/TRAINS	Paris (France)	27 juillet 2006
Atelier régional de la CAE	Arusha (République-Unie de Tanzanie)	21-25 août 2006
Atelier CNUCED/OMC/CCI sur les statistiques commerciales et l'analyse de la politique commerciale	Genève (Suisse)	11-15 septembre 2006
Formation sur WITS/TRAINS	Saint-Domingue (République dominicaine)	27-28 septembre 2006
Formation sur WITS/TRAINS	Washington, DC (États-Unis)	4 octobre 2006
Formation sur WITS/TRAINS	Varsovie (Pologne)	20-21 novembre 2006
Formation sur WITS/TRAINS	San Salvador (El Salvador)	5-6 décembre 2006
Formation sur WITS/TRAINS	New York (États-Unis)	8 décembre 2006

Titre	Lieu	Dates
Quatrième réunion de travail technique sur les normes régionales (RSTWG)	Nairobi (Kenya)	14-15 décembre 2006
Formation sur WITS/TRAINS et modélisation	Genève (Suisse)	21-22 décembre 2006
Commerce, environnement et développement		
Premier séminaire sur les concentrations d'entreprises dans le domaine de la fabrication des moyens de production agricole	Genève (Suisse)	21 février 2006
Promotion de la production de produits agricoles biologiques et des débouchés commerciaux de ces produits en Afrique orientale	Arusha (République-Unie de Tanzanie)	6-9 mars 2006
Deuxième séminaire sur les concentrations d'entreprises dans le domaine de la fabrication des moyens de production agricole	Genève (Suisse)	14 mars 2006
Atelier régional sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce et de l'environnement dans la région de la CESA0	Muscat (Oman)	25-27 mars 2006
Atelier sur la législation relative au commerce de la faune et de la flore sauvages à l'intention des fonctionnaires de district chargés de l'environnement, des exportateurs et des collectionneurs	Kampala (Ouganda)	21 avril 2006
Consultations interinstitutions sur les normes et les règlements techniques relatifs à la protection de l'environnement et à la sécurité alimentaire	Moscou (Fédération de Russie)	24-26 avril 2006
Atelier sur la certification des pêcheries et l'écoétiquetage en Gambie	Banjul (Gambie)	26-28 avril 2006
Renforcement des capacités sur le commerce et l'environnement	Dakar (Sénégal)	2-4 mai 2006
Séminaire FES d'information sur le commerce mondial et les questions connexes pour les journalistes de langue espagnole, en collaboration avec l'OMC, l'OIT, la CNUCED et le HCDH	Genève (Suisse)	15-19 mai 2006
Séminaire sur les biocombustibles	Genève (Suisse)	22-27 juin 2006
Atelier technique sur les plans de gestion pour les espèces sauvages faisant l'objet de collections	Agua Blanca (Équateur)	29 mai-2 juin 2006
Participation à l'atelier sur le SGPC pour présenter WITS/TRAINS	Jakarta (Indonésie)	31 mai-1 ^{er} juin 2006

Titre	Lieu	Dates
Atelier de formation de la Commission économique pour l'Afrique sur le commerce et l'environnement pour les États membres anglophones	Addis-Abeba (Éthiopie)	5-7 juin 2006
Atelier sur le projet de la CNUCED financé par le DFID (Royaume-Uni) sur le renforcement des capacités d'élaboration des politiques et de négociation concernant les grandes questions de commerce et réunion annuelle du Groupe consultatif sur les prescriptions environnementales et l'accès des pays en développement aux marchés	Genève (Suisse)	3-4 juillet 2006
Atelier régional sur l'impact et l'évaluation du biocommerce	Lima (Pérou)	10-12 juillet 2006
Atelier sur les normes de sécurité agroalimentaires et l'assurance qualité	Conakry (Guinée)	15-22 juillet 2006
Atelier sous-régional sur la conformité aux normes SPS et les normes de qualité et de sécurité agroalimentaires dans plusieurs PMA de la région Pacifique	Port-Vila (Vanuatu)	21-22 août 2006
Sixième réunion de l'Équipe spéciale CNUCED/FAO/IFOAM sur l'harmonisation et l'équivalence des normes en matière d'agriculture biologique.	Stockholm (Suède)	9-14 octobre 2006
Atelier 1 CNUCED/CESAP: Moyens d'optimiser la contribution de l'agriculture biologique à la réalisation des OMD dans la région Asie Pacifique	Bangkok (Thaïlande)	18-19 octobre 2006
Atelier 2 CNUCED/CESAP: Libéralisation des biens et services environnementaux et leur contribution à la réalisation des OMD dans la région Asie Pacifique	Bangkok (Thaïlande)	19-20 octobre 2006
Atelier régional de la CNUCED et de la Banque de la CEDEAO sur le financement des biocombustibles, l'accent étant mis sur le jatropha et le mécanisme pour un développement propre	Accra (Ghana)	10-15 novembre 2006
Atelier sur l'agriculture biologique en Afrique de l'Est de l'Équipe spéciale sur le renforcement des capacités et de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique	Nairobi (Kenya)	11 décembre 2006
Forum sur les normes de l'agriculture biologique	Nairobi (Kenya)	13 décembre 2006

Titre	Lieu	Dates
Produits de base		
Atelier de formation et de recherche sur la production et le commerce des produits de base, organisé par l'Institut virtuel et le service des produits de base	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	16-20 janvier 2006
Atelier sur la planification intégrée des ressources: Favoriser les groupements d'exploitation des ressources minérales	Maputo (Mozambique)	11-13 avril 2006
Cours de formation régional sur l'économie de la production et du commerce des produits de base	Genève (Suisse)	18-27 avril 2006
Ateliers: «Leveraging the market for a sustainable coffee economy» et «Potential for diversification in coffee-exporting countries»	Londres (Royaume-Uni)	21-24 mai 2006
Atelier régional «L»sur l'intégration des objectifs du Millénaire pour le développement à la politique commerciale dans le secteur des produits de base	Dakar (Sénégal)	29 mai-1 ^{er} juin 2006
Atelier de formation et de recherche sur la production et le commerce des produits de base, organisé par l'Institut virtuel et le service des produits de base	Dakar (Sénégal)	5-9 juin 2006
Atelier sur la planification du développement dans les zones tributaires des industries extractives	Espinar (Pérou)	7 juillet 2006
Droit et politique de la concurrence		
Réunion annuelle de suivi du programme COMPAL	Managua (Nicaragua)	30-31 janvier 2006
Atelier sur la protection du consommateur	Paro (Bhoutan)	1 ^{er} -3 février 2006
Réunion annuelle du COMPAL sur la Bolivie et le Pérou	La Paz (Bolivie)	6-7 février 2006
Séminaire régional sur le droit et la politique de la concurrence	Bogota (Colombie)	2-3 février 2006
Séminaire à l'intention des juges et commissaires	Mangochi (Malawi)	27-28 mars 2006
Séminaire judiciaire sur la concurrence	Bali (Indonésie)	13-14 juin 2006
Atelier sur le droit de la concurrence	Gaborone (Botswana)	15-16 juin 2006
Séminaire régional sur les règles communes de concurrence de l'UEMOA	Abidjan (Côte d'Ivoire)	28-29 juin 2006
Séminaire sur l'application des règles communes de concurrence de l'UEMOA	Ouagadougou (Burkina Faso)	3-7 juillet 2006

Titre	Lieu	Dates
Dispositions des accords commerciaux régionaux concernant la concurrence	Istanbul (Turquie)	31 juillet-1 ^{er} août 2006
Développement des TIC et du commerce électronique		
Aspects juridiques du commerce électronique	Vientiane (Rép. dém. pop. lao)	9-16 mars 2006
Aspects juridiques du commerce électronique	Phnom Penh (Cambodge)	14-16 mars 2006
Aspects juridiques du commerce électronique (atelier à distance)	Quatre Bornes (Maurice)	21 mars-11 avril 2006
Cours sur le tourisme électronique à Sri Lanka	Colombo (Sri Lanka)	10-12 octobre 2006
Cours sur le tourisme viable au service du développement	Toamasina (Madagascar)	17-24 octobre 2006
Aspects juridiques du commerce électronique	Nairobi (Kenya)	11-15 décembre 2006
Cours sur le tourisme électronique au Cambodge	Phnom Penh (Cambodge)	12-14 décembre 2006
Renforcement des capacités dans le domaine des TIC		
Formation à distance TrainForTrade	Phnom Penh (Cambodge)	28 avril-20 mai 2006
Voyage d'étude à l'Institut virtuel pour la University of the West Indies	Genève (Suisse)	8-26 mai 2006
Réunion TrainForTrade du programme de formation portuaire – Réseau lusophone	Porto (Portugal)	16-18 mai 2006
Droit commercial	Vientiane (Rép. dém. pop. lao)	26-28 juin 2006
Module 2 sur l'économie de l'information: questions de politique générale (Liban)	Beyrouth (Liban)	29-30 juin 2006
Programme de formation portuaire de la CNUCED (1 ^{re} partie) – Formation de formateurs	Porto de Leixôes (Portugal)	10-28 juillet 2006
Atelier régional CNUCED/UIT/CESAP sur la mesure de la société de l'information dans la région Asie Pacifique	Bangkok (Thaïlande)	26-28 juillet 2006
Accords internationaux d'investissement (atelier de formation à distance)	Amérique latine (apprentissage à distance), (Suisse)	31 juill.-29 sept. 2006
Formation de tuteurs techniques pour la formation à distance	Lomé (Togo)	5-8 septembre 2006
Module 2 sur l'économie de l'information: questions de politique générale (Serbie)	Belgrade (Serbie)	21-22 septembre 2006
Session TrainForTrade sur la formation de tuteurs techniques	Genève (Suisse)	29 septembre 2006
Deuxième réunion de l'Institut virtuel	Genève (Suisse)	9-13 octobre 2006

Titre	Lieu	Dates
Module 2 sur l'économie de l'information: questions de politique générale	Bangkok (Thaïlande)	16-17 novembre 2006
Cours de formation sur les négociations commerciales multilatérales au Cambodge	Phnom Penh (Cambodge)	20-23 novembre 2006
Atelier de formation des formateurs	Siem Reap (Cambodge)	20 nov.-1 ^{er} déc. 2006
Séminaire de formation de tuteurs techniques pour la diffusion à distance	Bejaia (Algérie)	2-6 décembre 2006

Annexe D

Appui du renforcement des capacités en 2006

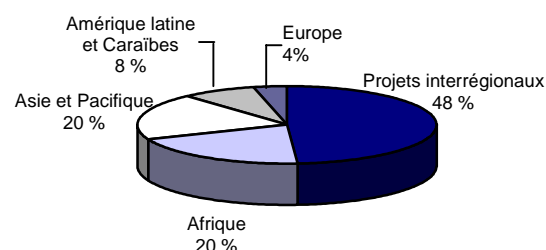
En 2006, les activités de coopération technique de la CNUCED ont porté sur un large éventail de questions thématiques. Quelque 280 projets sont actuellement mis en œuvre dans plus de 100 pays, pour un montant annuel de 35 millions de dollars en 2006, soit 15,5 % de plus qu'en 2005.

En 2006, la CNUCED a continué de mener ses activités de coopération technique dans le cadre de projets interrégionaux, régionaux ou nationaux.

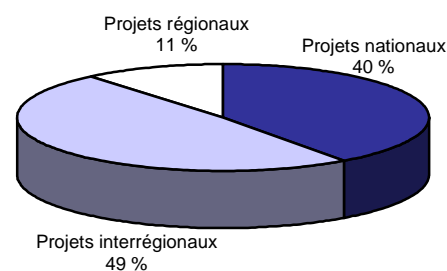
Contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique de la CNUCED (États membres, dons et financement d'organismes des Nations Unies) 2006 (milliers de dollars)

Norvège	3 676
Royaume-Uni	2 747
Suisse	1 823
Pays-Bas	1 470
Suède	1 388
France	1 283
Allemagne	862
Italie	809
Finlande	565
Luxembourg	412
Espagne	381
Canada	316
Irlande	198
Autriche	171
Autres pays développés	162
Commission européenne	2 343
Pays en développement ou en transition	9 120 ^a
Organisations internationales	891 ^b
Contributions d'autres sources	534
Total	29 151

Dépenses de coopération technique, par région, 2006 (en % du montant total des dépenses au titre des projets)



Dépenses de coopération technique, par type de projet, 2006 (en % du montant total des dépenses au titre des projets)



^a Il s'agit essentiellement des fonds fournis pour financer les activités de coopération technique de la CNUCED dans leurs propres pays, y compris celles financées par d'autres sources d'assistance au développement. Le Gouvernement offre aussi un appui aux experts associés par le biais du Département des affaires économiques et sociales.

^b La CNUCED met aussi en œuvre des projets du PNUD et a reçu des fonds d'un montant total de 1 365 426 dollars en 2006.

Annexe E

Sélection de programmes de coopération technique de la CNUCED, par région

Annexe F

**Objectifs, réalisations escomptées et indicateurs de succès
pour l'exercice biennal 2006-2007**

Sous-programme/ objectif	Réalisations escomptées	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
Direction exécutive et gestion Faire de la CNUCED une entité plus utile aux États membres et veiller à l'exécution intégrale des mandats prescrits	a) Meilleure reconnaissance par les États membres de la pertinence des travaux de la CNUCED	a) Nombre d'États membres représentés aux sessions annuelles du Conseil du commerce et du développement	120 pays	122 pays	Supérieurs
	b) Les mandats sont intégralement exécutés	b) Recommandations issues des évaluations approuvées par les organes intergouvernementaux de la CNUCED intégralement mises en œuvre dans les délais prescrits	Mise en œuvre à 100 %	Mise en œuvre à 100 %	Objectif atteint
	c) Meilleure intégration de la problématique hommes-femmes dans les travaux de la CNUCED	c) Augmentation du nombre d'initiatives et d'activités menées en coopération, tenant compte de la problématique hommes-femmes	10 initiatives	6 initiatives	Objectif atteint
	d) Programme de travail exécuté grâce à une bonne gestion des ressources humaines et financières	d) i) Recrutement et affectation du personnel en temps voulu	Un poste reste vacant pendant 140 jours en moyenne	Un poste reste vacant pendant 195 jours en moyenne	Inférieurs
		ii) Utilisation intégrale et efficace des ressources	Utilisation de 99 % des fonds disponibles	Utilisation de 72,1 % des fonds disponibles	Inférieurs
Sous-programme 1A – Mondialisation, interdépendance et développement Promouvoir, aux niveaux national, régional et international, des politiques et des stratégies économiques propices à une croissance économique soutenue et à la	a) Meilleure compréhension des options de politique générale aux niveaux national et international et de leurs implications, d'où une croissance plus rapide et plus stable et un recul de la pauvreté dans les pays en développement, grâce à la promotion de politiques appropriées	a) Nombre d'approbations par des États membres des recommandations de politique générale et des conclusions des recherches effectuées	26 approbations/ reconnaisances	30 approbations/ reconnaisances	Supérieurs

Sous-programme/ objectif	Réalizations escomptées	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
réduction de la pauvreté dans les pays en développement, fondées sur une accumulation plus rapide de capital et sur l'accroissement du profit tiré de la mondialisation, dans le contexte d'une interdépendance toujours plus grande des systèmes commerciaux et financiers internationaux et des stratégies de développement nationales, en veillant à assurer leur cohérence					
	b) Progrès réalisé sur la voie du règlement des problèmes découlant de la dette des pays en développement, grâce à une meilleure gestion et à un allègement de cette dette	b) i) Nombre d'institutions utilisant le Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE)	100 institutions	99 institutions	Objectif atteint
		ii) Augmentation du nombre de pays dont la situation se sera améliorée au regard de la dette ou qui auront obtenu des engagements d'autres pays à cette fin	19 pays	13 pays	Objectif atteint
	c) Amélioration des données statistiques et tirées de l'expérience, ainsi que des éléments d'information dont disposent les décideurs, aux niveaux national et international, lorsqu'ils conçoivent les politiques commerciales, financières et économiques et les stratégies de développement	c) Nombre d'utilisateurs extérieurs qui auront demandé que leur soient communiqués des documents d'information et des publications statistiques sous forme électronique et sur papier	25 000 demandes	25 000 demandes	Objectif atteint
	d) Renforcement du cadre décisionnaire et institutionnel et de la coopération	d) Nombre de mesures politiques et législatives et d'initiatives en matière de coopération	10 mesures/ initiatives	5 mesures/ initiatives	Objectif atteint

Sous-programme/ objectif	Réalizations escomptées	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
	internationale pour le développement de l'économie palestinienne grâce à l'amplification des activités de la CNUCED dans ce domaine, financées par des ressources adéquates	internationale qui auront été prises			
Sous-programme 1B – Développement de l'Afrique Promouvoir le développement économique de l'Afrique et une intégration réussie et plus complète des pays africains à l'économie mondiale	a) Plus grande diversité des orientations fondamentales à adopter aux niveaux national et international pour promouvoir le développement de l'Afrique dans les domaines de compétence de la CNUCED	a) Augmentation du nombre d'approbations des orientations fondamentales par des États africains	30 approbations dans des articles et interviews	113 approbations dans des articles et interviews	Supérieurs
	b) Utilisation accrue des services fournis à l'appui du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et de diverses initiatives intergouvernementales et interinstitutions concernant l'Afrique	b) Augmentation du nombre de demandes d'assistance à l'appui du Nouveau Partenariat et d'autres initiatives du même ordre	6 demandes d'assistance	7 demandes d'assistance	Supérieurs
Sous-programme 2 – Investissement, entreprises et technologie Faire en sorte que les pays en développement et les pays en transition tirent profit de l'accroissement des flux d'investissement internationaux et des transferts de technologie, ainsi que de la compétitivité internationale accrue de leurs entreprises	a) Capacité accrue au niveau national de débattre des enjeux associés à l'investissement international et de leur incidence sur le développement	a) Nombre de décideurs et autres parties prenantes ayant déclaré être mieux à même de débattre des questions relatives à l'investissement international	160 communications affirmant l'utilité des publications relevant du sous-programme	85 communications affirmant l'utilité du sous-programme	Objectif atteint
	b) Meilleure compréhension des politiques permettant	b) Nombre de recommandations de politique générale	25 recommandations prises en compte	30 recommandations prises en compte	Supérieurs

Sous-programme/ objectif	Réalizations escomptées	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
	d'attirer et d'exploiter au mieux les investissements étrangers directs et les transferts de technologie, ainsi que de l'incidence des accords internationaux sur le développement	prises en compte par les États membres			
	c) Amélioration des possibilités offertes aux entreprises des pays en développement d'accroître leur compétitivité grâce au resserrement des liens entre entreprises nationales et étrangères et meilleure compréhension des questions nouvelles qui se posent dans les domaines suivants: normes en matière de comptabilité et d'établissement de rapports, responsabilité des entreprises, transparence, bonnes pratiques de la part des entreprises	c) Pourcentage de pays ayant déclaré que les conseils et l'assistance technique fournis par la CNUCED leur étaient utiles pour concevoir des politiques visant à renforcer la compétitivité de leurs entreprises	70 % des pays	71 % des pays	Supérieurs
Sous-programme 3 – Commerce international Faire en sorte que le commerce international, le système commercial et les négociations concernant le commerce des biens et services contribuent au développement, et renforcer la contribution du secteur des produits de base au processus de développement pour que les pays en développement et les pays en transition soient pleinement intégrés à l'économie mondiale et en tirent profit	a) Meilleure compréhension et capacité accrue des pays en développement d'analyser, de formuler et d'appliquer des politiques et des stratégies commerciales appropriées dans les domaines du commerce international, du système commercial international et des négociations commerciales, et capacité accrue de surmonter les difficultés liées à l'accès aux marchés et aux conditions d'entrée de leurs exportations	a) i) Participation accrue des pays en développement au commerce mondial et au système commercial international	70 % des propositions présentées à la Conférence ministérielle de l'OMC sont formulées par des pays en développement	69 % des propositions présentées à la Conférence ministérielle de l'OMC sont formulées par des pays en développement	Objectif atteint

Sous-programme/ objectif	Réalizations escomptées	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
		ii) Nombre de recommandations de politique générale prises en compte par les États membres	15 recommandations	10 recommandations	Objectif atteint
	b) Renforcement des capacités analytiques, statistiques et informationnelles aux fins de la prise de décisions aux niveaux national, régional et international, dans le domaine du commerce et des secteurs apparentés	b) Augmentation du nombre d'utilisateurs inscrits et abonnés au Système d'analyse et d'information sur le commerce, au Système WITS (World Integrated Trade Solution) et au Modèle de simulation des politiques du commerce des produits agricoles	35 000 utilisateurs et/ou fonctionnaires nationaux ayant reçu une formation	35 000 utilisateurs et/ou fonctionnaires nationaux ayant reçu une formation	Objectif atteint
	c) Capacité accrue des pays en développement d'intégrer la production et le commerce des produits de base dans le processus de développement	c) Nombre de pays dans lesquels des progrès sensibles ont été enregistrés s'agissant de la contribution des produits de base au développement	20 pays	12 pays	Objectif atteint
	d) Capacité accrue des pays en développement de cerner les questions ayant trait à la concurrence et à la protection des consommateurs et d'y faire face, et de contrôler efficacement les pratiques commerciales restrictives	d) Nombre de pays dans lesquels la législation relative à la concurrence ou à la protection des consommateurs a progressé, notamment par l'élaboration, l'adoption ou la révision d'instruments juridiques, ou par l'adoption de mesures visant à assurer l'application de ces instruments	11 pays	5 pays	Objectif atteint
	e) Capacité accrue des pays en développement de concilier les objectifs liés aux activités et aux politiques commerciales et les objectifs du développement durable, d'une manière mutuellement avantageuse dans le cadre du système commercial international	e) Nombre de décisions prises par les pays en développement pour concilier les politiques commerciales et les objectifs du développement durable dans le cadre des débats et négociations internationaux, ou de mesures prises aux niveaux national, régional et international	90 décisions	50 décisions	Objectif atteint

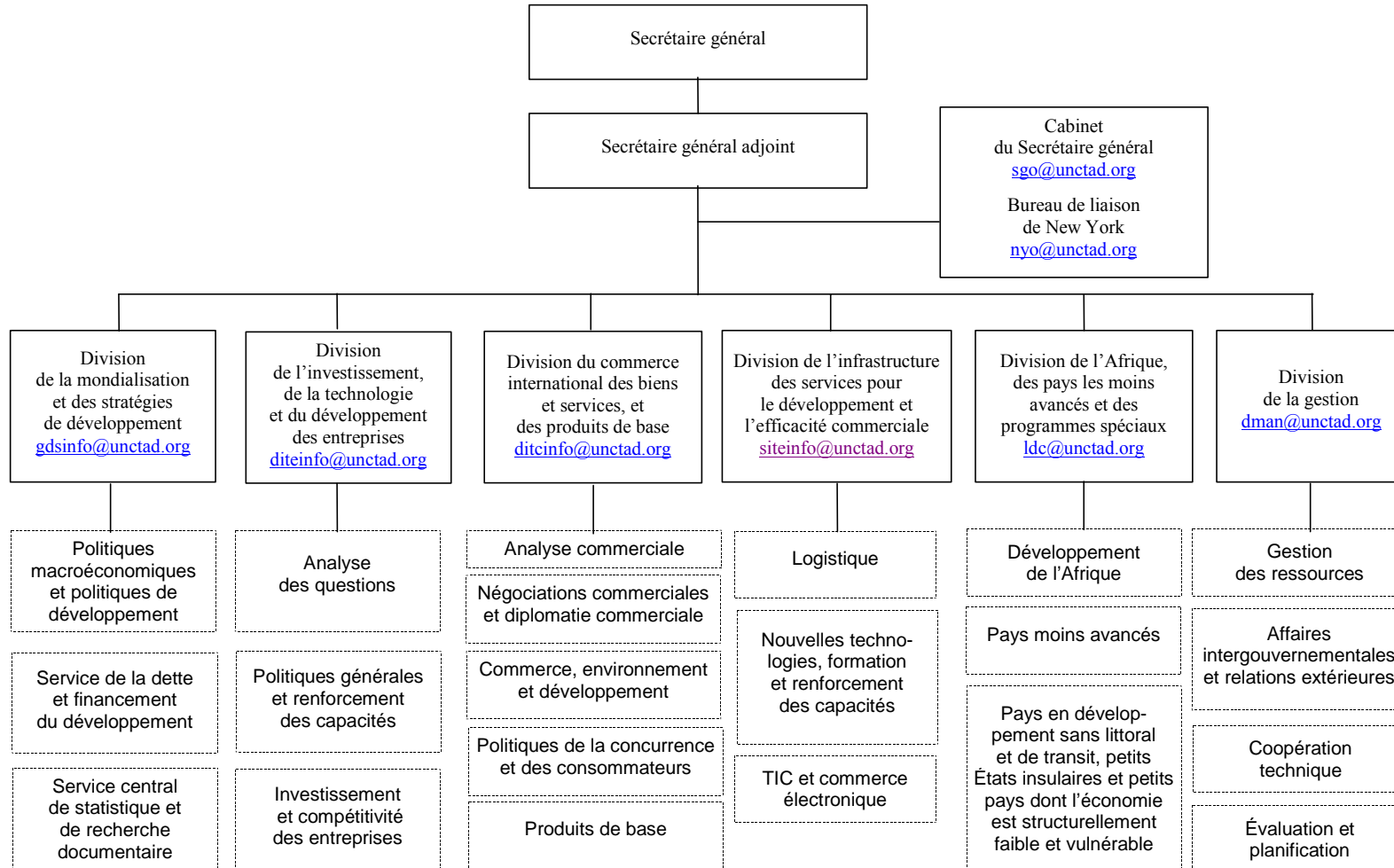
Sous-programme/ objectif	Réalizations escomptées	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
<p>Sous-programme 4 – Infrastructure de services pour le développement, efficacité commerciale et mise en valeur des ressources humaines Améliorer la compétitivité des pays en développement et des pays en transition dans le commerce international grâce à des services d'appui efficaces et sûrs, à une utilisation accrue et plus efficace de l'informatique et à la mise en place de moyens de formation</p>	<p>a) Amélioration de l'infrastructure commerciale des pays en développement, notamment grâce à une utilisation accrue des systèmes de transport, de la facilitation des échanges et du cadre réglementaire et douanier</p>	<p>a) Augmentation du nombre de mesures spécifiques prises par les pays en développement pour améliorer l'efficacité de leurs systèmes de transport et des mesures de facilitation des échanges</p>	<p>20 mesures</p>	<p>10 mesures</p>	<p>Objectif atteint</p>
	<p>b) Sensibilisation accrue des pays en développement aux options fondamentales et stratégiques qu'offrent les applications économiques des technologies de l'information et des communications, et meilleure connaissance de ces options</p>	<p>b) Augmentation du nombre de mesures spécifiques prises par les pays en développement pour faire face aux conséquences économiques des technologies de l'information et des communications</p>	<p>28 mesures</p>	<p>10 mesures</p>	<p>Inférieurs</p>
	<p>c) Capacité renforcée de mise en valeur des ressources humaines dans les pays en développement dans les domaines du commerce, des investissements et des services d'appui au commerce</p>	<p>c) Pourcentage de formateurs ayant réussi à dispenser une formation dans ces domaines</p>	<p>70 %</p>	<p>25 %</p>	<p>Inférieurs</p>
<p>Sous-programme 5 – Besoins spéciaux des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement et</p>	<p>a) Meilleure appréhension des problèmes de développement des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, et</p>	<p>a) Augmentation du nombre de politiques convenues et recommandées par les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement</p>	<p>7 politiques</p>	<p>5 politiques (estimation)</p>	<p>Objectif atteint</p>

Sous-programme/ objectif	Réalizations escomptées	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
<p>problèmes et difficultés rencontrés à cet égard par les pays en développement de transit Promouvoir l'intégration progressive des pays les moins avancés à l'économie mondiale, d'une manière qui leur soit profitable, faciliter leur changement sans heurt de catégorie, et répondre aux besoins spéciaux des pays à économie vulnérable ou de petite taille, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, compte tenu du nouveau cadre mondial de coopération pour le transport en transit au bénéfice des pays sans littoral et des pays en développement de transit, conformément au Programme d'action d'Almaty.</p>	<p>problèmes spécifiques rencontrés à cet égard par les pays en développement de transit ainsi que par les pays à économie structurellement faible, de petite taille ou vulnérable</p>				
	<p>b) Intégration accrue des politiques et stratégies commerciales dans les plans nationaux de développement des pays les moins avancés, grâce au Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce pour les pays les moins avancés</p>	<p>b) Nombre de pays s'efforçant d'intégrer leurs politiques et priorités commerciales dans leurs plans nationaux de développement</p>	<p>10 pays</p>	<p>8 pays (estimation)</p>	<p>Objectif atteint</p>
	<p>c) Meilleure appréhension des problèmes auxquels se heurtent les pays les moins avancés, et analyse des politiques et</p>	<p>c) Actualité, qualité et pertinence des analyses, y compris le Rapport sur les pays les moins avancés, attestées par le nombre de ces pays qui</p>	<p>60 déclarations</p>	<p>40 déclarations (estimation)</p>	<p>Objectif atteint</p>

Sous-programme/ objectif	Réalizations escomptées	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats supérieurs/ inférieurs à l'objectif
	de la recherche pour soutenir ces pays, notamment grâce à la publication annuelle du Rapport sur les pays les moins avancés	auront approuvé les recommandations de politique générale formulées dans les conclusions de ces analyses			
	d) Coopération internationale accrue en vue d'améliorer le transport en transit pour faciliter le commerce des pays en développement sans littoral compte tenu du nouveau cadre mondial de coopération pour le transport en transit au bénéfice des pays sans littoral et des pays en développement de transit	d) Nombre de pays en développement sans littoral ayant enregistré des progrès dans le domaine des accords de transport en transit, compte tenu du nouveau cadre mondial de coopération pour le transport en transit au bénéfice des pays sans littoral et des pays en développement de transit, et d'autres mesures de facilitation des échanges	21 pays	La situation d'un grand nombre des 31 pays en développement sans littoral en matière de transport en transit semble s'être compliquée récemment, ce qui a limité les progrès dans ce domaine. La dégradation des infrastructures physiques de transport lié au commerce, due à la pénurie de ressources pour la maintenance, l'instabilité politique persistante dont souffrent les pays en développement sans littoral et la non-application et/ou l'interprétation arbitraire des accords de transit sont autant de facteurs qui ont contribué à cette situation	-
	e) Participation aux activités de suivi de la Réunion internationale sur le développement durable des petits États insulaires en développement prévue en 2005	e) Achèvement en temps voulu des contributions à ce suivi	100 % d'achèvement des contributions	75 % d'achèvement des contributions (estimation)	Objectif atteint

Annexe G

Secrétariat de la CNUCED



Photographies reproduites avec l'aimable autorisation de Gunter Fischer (CNUCED): pages

WHIB/P.Virot: pages
